No 31 du 25 mai au 5 juin

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL 3 F

Supplément à l'Humanité rouge No 893

Peut-on réformer le PCF

pages 8-9

Le Mundial entre les barbelés



Les lecteurs ont la parole

Sur le Cambodge nouveau

Un lecteur nous écrit *« pour insister sur la nécessité d'apporter notre soutien au Kampuchea démocratique et d'informer sur la situation dans ce pays face à la campagne de dénigrement systématique de la télévision et de la grande presse ».*

Il nous fait part également de quelques questions qu'il se pose notamment *« à propos de l'évacuation de Phnom Penh, du travail des jeunes et sur la résolution des contradictions au sein du peuple ».*

Nous avons publié plusieurs articles sur *l'édification du socialisme au Kampuchea* en expliquant notamment que la campagne de calomnies à son encontre est d'autant plus hargneuse que le peuple du Kampuchea, dirigé par son parti communiste, (PCK) a adopté une politique qui consiste à s'appuyer sur ses propres forces pour édifier le socialisme, sans recourir à *« l'aide »* d'une quelconque grande puissance. Le peuple du Kampuchea sait, pour en avoir fait l'expérience dans le passé, que cette soi-disant aide est accordée dans des conditions telles qu'elle sape l'indépendance du pays si chèrement acquise. Compter sur ses propres forces, c'est certainement une voie difficile, mais c'est la seule qui garantisse l'indépendance véritable et donc le bien-être du peuple. Revenons sur *le problème de l'évacuation de Phnom Penh.*

Lors de la libération de la capitale, les patriotes se sont heurtés à un problème grave. Comment faire pour assurer le ravitaillement de la population de près de trois millions d'habitants qui ne vivait jusque là — on sait dans quelles conditions de misère physique et morale — que grâce à l'envoi par l'impérialisme américain de 40 000 tonnes de riz par mois.

Les coopératives paysannes, implantées dans les zones libérées depuis 1973, produisaient suffisamment de riz, mais les voies de communication du pays ayant été détruites à 80 % par la guerre d'agression particulièrement dévastatrice de l'impérialisme américain, le ravitaillement de Phnom Penh et des autres grandes villes aurait été très difficile et aléatoire.

Rappelons que la capitale avait grossi énormément dans les dernières années du fait de l'arrivée des paysans ruinés par le système féodal sévissant dans la campagne avec son inévitable cortège de misères ou par la guerre d'agression et les bombardements de l'aviation américaine. Pour ces paysans, le retour à la campagne ne représentait nullement le traumatisme qu'on a bien voulu nous montrer.

L'évacuation de Phnom Penh a répondu également à la nécessité d'assurer la sécurité de la population. Dès l'encerclement de la ville par l'Armée révolutionnaire, fin mars 1975, l'impérialisme américain et ses fantoches savaient qu'ils seraient vaincus. Allaient-ils se résigner à leur défaite ? Non, bien sûr ! Et les divers incidents qu'ils fomentèrent par la suite l'ont bien montré. Ils comptaient précisément sur les difficultés que rencontreraient les patriotes pour provoquer des troubles grâce à leurs agents restés sur place.

Le PCK a donc décidé de demander à la population de Phnom Penh d'émigrer vers la campagne où les coopératives agricoles avaient préparé des installations pour la recevoir. Grâce à cela, son ravitaillement et son bien-être ont pu être assurés et la population a pu vivre en paix sans être exposée aux troubles que l'impérialisme américain préparait.

Il est vrai que pour une minorité des habitants de Phnom Penh, cela a signifié la perte d'une vie d'abondance, de luxe et de gaspillage. C'est en partie grâce aux « témoignages » de ceux d'entre eux qui ont fui leur pays que la grande presse informe aujourd'hui sur la situation au Kampuchea.

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Politique intérieure

International

Courrier des lecteurs

La France des luttes

Informations générales

Culturel

Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 2e trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joel Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes* : Claude Liria, Nicole Margerie, Guy Lanrivain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directrice de publication* : Suzanne Marty.

Maire : un alibi pour Barre

Depuis quelque temps, deux hommes de disputent les « *unes* » de tous les magazines : Raymond Barre et Edmond Maire. On sait de quelle manière le premier s'emploie à défrayer la chronique. Premier ministre reconduit à l'issue des élections, il est le maître d'œuvre d'une offensive brutale contre les travailleurs. A en juger par ses premiers effets, le trosième plan Barre promet de surclasser les précédents. (Voir l'article de C. Lemaire) Mais qu'est-ce qui vaut un tel succès de presse au leader de la CFDT ? Tout porte à croire qu'il est devenu un des personnages clés pour la réussite de la politique des monopoles.



Maire, nouveau champion de la concertation.

Avant qu'ils ne mettent les points sur les i en matière de hausse des prix et de licenciements, Giscard et Barre ont dépensé beaucoup d'énergie et de salive pour promouvoir « *l'ouverture sociale* » et la relance de la concertation. Des efforts qui ne tardèrent pas à être récompensés.

En effet, depuis un mois et demi on assiste à un ballet ininterromu des leaders syndicaux, de l'Élysée à Matignon à la rue Pierre 1er de Serbie, siège du CNPF.

Il s'agit d'un fait nouveau. La situation d'avant les élections était, de ce point de vue, bien différente. La CFTC et FO étaient acquises de longue date au principe et à la pratique de la concertation. L'une et l'autre, sans parler de la CGC, signaient de façon quasi automatique, tous les accords, conventions et autres contrats de progrès que le patronat et le gouvernement voulaient bien leur proposer. Quant à Bergeron, il passait pour le porte-parole officiel de l'Élysée chez les travailleurs.

En ce qui concerne la CGT et la CFDT, dont l'influence cumulée est autrement décisive, les choses se passaient différemment. Non que ces deux centrales aient manifesté un quelconque désaccord sur le principe de la concertation, mais dans les faits, elles ne cessaient de manifester une certaine réserve. La CFDT, en particulier, rechignait bien souvent à apposer sa signature au bas d'accords trop ouvertement mystificateurs.

Du même coup, la concertation si chère à la 5e République, s'en trouvait altérée et inopérante. C'est une attitude de constante des monopoles capitalistes que d'essayer de faire cautionner, avaliser leur politique par les travailleurs, ou du moins par ceux qui sont chargés de les représenter. Dans ce sens le but de la concertation n'est rien d'autre que de faire admettre aux travailleurs les dures exigences de l'économie de marché. « *La conjoncture interdit d'augmenter les salaires* », « *les licenciements sont inévitables* »... et de lier les syndicats par toutes so[rtes] d'accords et de conventions. Jusq[u'à] ce jour, les monopoles et leurs re[pré]sentants politiques n'ont pas tro[uvé] de meilleur moyen pour explo[iter] sans vergogne tout en s'assurant un [mi]nimum de tranquillité.

En deux occasions historiques, [la] bourgeoisie recourut activement [à] cette politique : au lendemain de [la] Libération et après 68. Et comme dit J. Delors (1) qui est orfèvre en matière : la concertation « *c'est néc[es]saire dans tous les cas. Et encore p[lus] quand une nation doit affronter [des] périls. Or nous sommes en prise a[vec] des défis très graves. Une concurr[ence] ce internationale de plus en plus s[au]vage. Une inflation tenace...* »

La relative réserve qu'ont obser[vé] Séguy et Maire à l'égard de la politiq[ue] de concertation était motivée bien s[ûr] par l'opposition légitime que sus[ci]taient à la base ces accords de coll[a]boration de classe. Mais on ne pe[ut] douter que leur engagement derrière [la] bannière de l'Union de la gauche et [du] Programme commun y fût égalemen[t] pour quelque chose.

Aujourd'hui, après la faillite de [la] gauche, il en va autrement. Dans l[es] jours qui suivirent l'échec de la gauch[e] le Bureau national de la CFDT fixa im[]médiatement sa nouvelle position. S[e]lon Maire, il s'agissait de prendre d[u] champ par rapport à l'action polit[i]que (entendez l'électoralisme) po[ur] « *recentrer* » l'activité sur le terrai[n] syndical (entendez la concertation). C[e] tournant avait déjà été amorcé par u[n] rapport de Jacques Moreau (No 2 de l[a] CFDT) devant l'instance dirigeante d[u] syndicat, peu de temps après l[es] élections.

Lorsque Giscard lança le 22 mar[s] l'opération « *ouverture sociale* » Maire avait déjà fait parvenir s[a] demande d'audience à l'Élysée. Cel[ui] que l'on voit partout, sauf à la mani[]festation du 1er Mai, est présent[é] par les exploiteurs comme l'homm[e] important du syndicalisme françai[s].

En ce printemps 78, Maire apparai[t] bien comme l'homme-alibi de l[a] politique de concertation. Ce qui fai[t] dire à l'hebdomadaire l'« Express » « *Il sait aussi, Monsieur Maire, qu'il [a] distribué au Premier ministre une cart[e] déterminante, un peu innattendue. Une carte qui amène Monsieur Barre [à] penser qu'il traverse un momen[t] privilégié, un instant de grâce qu'il fau[t] exploiter vite. Ce qu'il fait* ».

Pierre MARCEAU

(1) J. Delors : Conseiller de Mitterrand, ancien conseiller social du Premier ministre Chaban-Delmas

Boycotter le «Mundial» en Argentine c'est boycotter la junte fasciste

Le 1er juin prochain doit s'ouvrir, à Buenos Aires, la Coupe du monde de football. Un événement dont l'aspect principal n'est pas sportif mais bien politique.

Ce « Mundial » a été voulu et organisé par la dictature militaire argentine pour, de son propre aveu, « *rétablir son image de marque à travers le monde* » et en faire un gigantesque opération de propagande destinée à camoufler la réalité argentine aujourd'hui.

Une répression terrible

Celle-ci se traduit brutalement par quelques chiffres. Depuis que la junte fasciste, présidée par le général Videla, a pris le pouvoir, il y a deux ans, une répression terrible s'est abattue contre la classe ouvrière et le peuple argentin :
- 10 000 assassinés
- 8 à 10 000 emprisonnés
- 15 000 « disparus ».

Une inflation galopante sévit qui fait que plus de la moitié des ouvriers argentins gagnent moins que le minimum vital.

A deux pas des stades somptueux, gardés par des milliers de policiers et de militaires armés jusqu'aux dents, se cachent des camps de concentration où l'horreur est quotidienne. Des enfants y sont torturés sous les yeux de leurs parents, des femmes violées, des prisonniers découpés vifs à la scie électrique pour le seul crime d'avoir réclamé le rétablissement des droits démocratiques dans leur pays.

C'est tout cela que les fastes du « Mundial » voudraient faire oublier au monde entier.

C'est à cause de tout cela qu'il faut boycotter une manifestation qui déshonore le sport et l'utilise au service d'une cause honteuse, contraire aux idéaux du développement de l'amitié et du rapprochement entre les peuples.

Le spectaculaire développement à travers notre pays de comités COBA pour le boycott du « Mundial » en Argentine témoigne de la compréhension qu'il s'agit-là d'une campagne essentielle pour la solidarité avec le peuple argentin en lutte.

Le gouvernement Giscard et l'Argentine

Le gouvernement Giscard-Barre, lui, — faut-il s'en étonner ? — ménage la dictature argentine car les intérêts des monopoles français sont importants là-bas. On le voit donc interdire une manifestation de solidarité avec le peuple argentin et se taire étrangement sur le sort des vingt-deux Français « disparus » en Argentine. Il faut croire que la vie des ressortissants français à l'étranger ne pèse pas le même poids dans tous les pays, si l'on en juge par le tapage fait autour de l'affaire Claustre, des prisonniers du Front polisario ou du Frolinat et le mutisme observé quand on retrouve sur une plage argentine les corps mutilés de deux religieuses françaises.



Et le PCF...

Il est, par contre, plus curieux de trouver aux premiers rangs des adeptes du « Mundial » en Argentine, Marchais et consorts qui se posent en chauds défenseurs de la politique « modérée » du dictateur Videla. Leur argument selon lequel il faut aller à Buenos Aires pour que des journalistes étrangers puissent se rendre compte de la réalité argentine, n'est-il pas absurde, quand on sait les menaces proférées par la junte à leur égard et le formidable dispositif militaire et policier déployé pour empêcher tout contact avec le peuple argentin ?

Une fois de plus, en l'occurrence, le PCF se range donc, sur un point de politique internationale, fidèlement dans le sillage de l'URSS. Celle-ci a fait savoir, à plusieurs reprises et très officiellement, son opposition au mot d'ordre de boycott du « Mundial ». Il est vrai que, outre l'influence qu'elle entend préserver et développer en Argentine, un tel mot d'ordre risque fort de se retourner contre elle lors des Jeux olympiques de 1980 !

Annie BRUNEL

Barre a trouvé un truc...

Barre dans son troisième plan du même nom a décidé de limiter la croissance de la masse monétaire, notamment en émettant un emprunt. C'est là une des formes de la politique de la bourgeoisie pour, paraît-il, lutter contre l'inflation et sortir l'économie de la crise.

On diminue l'intervention de l'État et, en même temps, on restreint la croissance de la quantité de monnaie considérée comme la cause de l'inflation selon la bourgeoisie au pouvoir.

Le raisonnement est le suivant : la marche des affaires dépend de la quantité de la masse monétaire (billets et crédits). Si l'on fait marcher la planche à billets et si l'on accorde des crédits *dans la même mesure* que croît l'ensemble de la production, il n'y a pas d'inflation.

Par contre, s'il y a une masse monétaire trop importante il y a inflation, l'argent perd de sa valeur, les prix montent, etc.

Conséquence, décrète Barre : limitons le volume de la masse monétaire et du même coup l'inflation.

LE MENSONGE

On veut nier ainsi que la dépréciation de la monnaie et par conséquent l'inflation est un symptôme de la maladie de l'économie capitaliste et en même temps un facteur ultérieur de crise : dans la concurrence acharnée que se livrent les capitalistes entre eux, les monopoles s'efforcent toujours d'augmenter les prix de monopoles pour s'assurer un profit maximum. L'inflation en découle.

Or, dans son troisième plan, Barre, sous couvert de libéralisme, a décrété une moindre intervention de l'État et la liberté des prix. Résultat : l'inflation va être encore plus forte et la liberté des prix aura pour conséquence une augmentation illimitée des prix de monopoles.

A cette politique, dissimulée sous le masque du libéralisme, est liée une politique monétaire.

LA MONNAIE AU SECOURS DU LIBERALISME

Car, voyons, si *l'on libère les prix*, on ne peut plus hurler à qui veut bien le croire, que l'on s'attaque à l'inflation par *un blocage des prix*. Il faut donc bien trouver autre chose. La trouvaille, c'est : diminuons le volume de la masse monétaire. On va donc s'attaquer à celle-ci en encadrant le crédit.

Mais comme par hasard, l'encadrement du crédit vient encore renforcer la concentration des capitaux en mettant en difficultés les petites et moyennes entreprises à bout de souffle et appelées à payer un taux d'intérêt élevé pour emprunter.

Limiter la masse monétaire, c'est aussi ne pas trop faire tourner la planche à billets pour financer les dépenses de l'État. Cela revient à dire : limiter les dépenses de l'État et, au premier chef, les salaires des fonctionnaires.

Enfin, autre moyen de ne pas financer le déficit budgétaire et de ne pas trop faire tourner la planche à billets : on émet un emprunt, c'est-à-dire qu'on opère une ponction sur les économies des petits retraités.

Il n'est pas difficile de voir qui paie le libéralisme et les trouvailles économiques de Barre.

Catherine LEMAIRE



Les nouveaux économistes...

Après les nouveaux philosophes, les nouveaux économistes. Ce qu'ils ont de commun, c'est qu'ils n'apportent rien de nouveau sinon ressortir tout ce qu'il y a de plus érulé.

Ces messieurs, avec à leur tête Milton Friedmann, qui fut conseiller de Nixon, préconisent un retour à la *dureté initiale du capitalisme* : laisser les entreprises s'entredéchirer à fond dans la concurrence, pas d'intervention de l'État sinon dans le domaine monétaire, la banque centrale devant intervenir pour régler le volume de la masse monétaire sur l'ensemble de la production.

Ces messieurs reprochent à Barre de ne pas être assez libéral. Entendons par là que toutes les pseudos mesures sociales de tout État sont de trop puisque les règles du marché sont parfaites. Pour qui ? Nos « *monétaristes* » s'abstiennent d'y répondre.

Barre annonce son troisième plan devant une assemblée patronale



Les militants du PCF et nous

Echos

A Paris il y a eu dans différents arrondissements, une journée d'étude réservée aux cadres du PCF (par arrondissement). Le sujet : un rapport de la direction du PCF sur la situation après la tenue de la session du Comité central.

Peut-être n'était-ce pas partout pareil, mais dans un arrondissement au moins, les cellules d'entreprises n'étaient pas représentées ! A cela, bien des adhérents invoquent une raison importante : « Ça ne sert à rien d'y aller, la direction ne tient pas compte de ce que l'on dit ! La plupart des adhérents ouvriers n'ont aucune activité. ».

Dans un arrondissement, après un rapport exposé par le secrétaire du Comité d'arrondissemnt (dans la lignée de l'auto-satisfaction affichée par le Comité central). Il y a eu une intervention d'un militant qui a dénoncé le centralisme bureaucratique, l'absence de réponse aux questions et posé les vrais problèmes.

– Environ 8 % seulement ont approuvé entièrement le rapport.

– Un grand nombre d'autres sont intervenus sur le fait que le Comité central ne répondait pas aux questions posées par l'ensemble du parti. Certains ont remis en cause le principe léniniste du centralisme démocratique et demandé la liberté de tendances organisées.

En règle générale, ces critiques reflétaient la confusion actuelle de l'opposition au sein du PCF.

La grande masse des participants a demandé des explications sur l'annulation de la décision prise de publier les interventions de cette session. Il a été répondu que leur publication aurait permis à la bourgeoisie de cristalliser des oppositions et de nommer des dirigeants d'opposition.

Ce qui tend à prouver que ces travaux n'ont pas été aussi unanimes que « l'Humanité » a bien voulu les présenter. D'autre part, même si bon nombre d'ouvriers ont « leur carte » qu'y font-ils ?

SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE (Loire-Atlantique)

Je viens de lire les articles du dernier bimensuel, consacrés au PCF. Ils sont intéressants et marquent la volonté d'approfondir les questions, de soigner les explications dans leur contenu et dans leur style. Cela m'encourage à vous apporter les éléments que j'ai recueillis au cours de deux circonstances :

– En étant invité par la cellule du PC de l'école où je travaille.

– En discutant avec un cheminot roulant du PCF, pour l'inviter à regarder l'intervention télévisée de l'« Humanité rouge ».

La première réunion était en quelque sorte une réunion publique de cellule du PCF – sept membres tous des intellectuels – Les militants ont surtout remis en cause le fonctionnement du centralisme démocratique. Sur ce point, ils étaient unanimes à penser que le rapport du Comité central traduisait l'aveuglement de la direction du PCF sur ses propres erreurs, en rejetant toute la faute sur le PS. Autre point remis en cause ; l'alliance avec le PS. La plupart des militants ont estimé que le mot d'ordre du 22e congrès : « *Union du peuple de France* » n'avait pas été mis en pratique et que l'Union de la gauche était restée une pure alliance au sommet.

Autre indication intéressante : le secrétaire politique de cette cellule a participé à une réunion élargie du comité de section où étaient représentées vingt-cinq cellules de boites de quartier (30 à 40 personnes). La majorité des participants estimaient que le rapport du Comité central faisait l'impasse sur ses propres erreurs et n'étaient pas d'accord avec ce rapport.

Par contre, le cheminot roulant m'a dit qu'il n'y avait « *pas de problèmes* » dans sa cellule. Ce camarade, avec lequel nous sommes en contact, ne participait plus depuis longtemps aux réunions de sa cellule. Son principal désaccord reposait sur l'alliance avec le PS, pratiquée par la direction du PCF. Mais depuis que le PC a dénoncé le « *glissement vers la droite* » du PS, il défend, selon sa propre expression, « *la ligne Marchais* » et a repris du service dans sa cellule. Ce camarade est adhérent au PCF depuis l'âge de quinze ans, il doit avoir aujourd'hui entre trente-cinq et trente-six ans.

Epernay

A mes camarades du PCF

Au cours de l'été dernier, les travailleurs de la société marnaise de vêtements étaient en grève pour une augmentation de salaire, une prime de vacances, le 13e mois.

Cette grève était menée par la CGT et le PCF. C'est au cours de cette action que j'ai adhéré au Parti communiste français, pensant qu'il défendait réellement la classe ouvrière.

Quand les travailleurs ont parlé d'occuper l'usine pour faire plier le patron, le PCF nous a répondu que c'était illégal, donc qu'il ne fallait pas le faire.

Avant d'aller voir le patron, la CGT nous a consultés et nous a dit : « *que s'il ne voulait pas céder, il fallait mieux reprendre le travail* » et aussitôt après l'entrevue avec le patron, qui menaçait de fermer l'usine si on continuait la grève, la CGT nous a appelé à reprendre le travail, alors que des travailleurs voulaient continuer la grève.

La CGT et le PCF ont manifestement étouffé l'affaire.

Le résultat est que maintenant, l'usine est fermée et que nous sommes toutes au chômage. Plus tard, j'ai rencontré des militants de l'Humanité rouge.

Au cours de plusieurs discussion, nous avons parlé de cette grève et j'ai compris que la CGT et le PCF nous avaient trompées. Pour tout cela, je quitte le PCF et je rejoins les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge pour me battre contre la bourgeoisie de droite ou de gauche, classe contre classe.

C'est aussi parce que je suis pour la dictature du prolétariat, que le PCF a reniée, que je rejoins les communistes marxistes-léninistes.

Vive les marxistes-léninistes !
Vive l'Humanité rouge !

Une camarade.

Peut-on réformer le PCF ?

Nous avons vu dans notre précédent numéro (HR bimensuel No 30) que la réaction première courante parmi ceux qui ont cru à la victoire de l'Union de la gauche était une réaction de découragement consistant à rejeter la faute sur les autres. Mais, au-delà de cette attitude négative, la plupart des militants du PCF qui s'interrogent en viennent inévitablement à poser la question de la responsabilité de leur direction.

Car enfin qu'il y ait eu ou non revirement socialiste, n'est-ce pas le rôle précisément d'une direction communiste de prévoir les changements de situation et de savoir diriger son parti à travers les écueils de la lutte des classes ? Car enfin également n'est-ce pas la pratique qui est le critère décisif pour juger de la justesse ou non d'une ligne politique ?

Au lieu de cela, la direction du PCF a pris trois positions qui indignent, à juste titre, tous ceux qui veulent y voir clair. Tout d'abord, avant et pendant les élections législatives, elle a changé à plusieurs reprises de position face au Parti socialiste et cela de façon brutale et sans explication à la base : le sommet fut atteint quand, après avoir tiré à boulets rouges sur Mitterrand avant le premier tour, l'« Humanité » du 13 mars titrait : *« Ça y est ! »* comme si les divergences étaient réglées avec le Parti socialiste par le mauvais accord signé ce jour-là.

Ensuite, après l'échec, la direction du PCF s'est refusée à examiner ses erreurs et a tout rejeté en bloc sur « les autres ».

Enfin, la direction du PCF a opposé un refus brutal à la revendication d'un débat réel à l'intérieur du parti sur les causes de l'échec.

Il est significatif que ceux qu'on commence à appeler les contestataires du PCF, par analogie avec les dissidents des pays de l'Est, aient des points de vue politiques différents et parfois contradictoires mais soient tous d'accord pour mettre en cause le fonctionnement du centralisme démocratique dans leur parti.

Se heurter à un mur

Ils sentent bien tous que, quel que soit leur point de vue, ils se heurteront à un mur dès lors qu'il ne sera plus conforme au point de vue de la direction. C'est ainsi que même Jean Ellenstein, pourtant proche par ses convictions de Georges Marchais, a posé dans le « Monde » la question :



Le débat s'amplifie.

« Pourquoi des défenseurs de ce concept (la dictature du prolétariat — NDLR) *n'auraient-ils pas pris la parole au congrès pour défendre leurs idées ? Pourquoi n'a-t-on pas prolongé le débat au-delà du congrès comme si l'on était au point sur les problèmes de l'Etat, de la révolution et du pouvoir aujourd'hui ? »*.

Ce qui est reconnaître finalement cette chose énorme qu'un principe aussi fondamental que celui de la dictature du prolétariat a été abandonné au 22e congrès du PCF sans un authentique débat organisé.

Un bouillonnement intense

On comprend que de tous côtés ceux qui élèvent leur voix, qui signent la pétition qui circule actuellement dans le PCF se révoltent contre les principes de fonctionnement de leur parti. L'autocratie de la direction repose, en effet, sur des principes d'organisation et sur un appareil capable d'isoler la contestation, de la morceler, de la stériliser.

Ces principes d'organisation, ce sont surtout le cloisonnement des cellules et la circulation verticale des informations. Quant à l'appareil, c'est une armée de permanents contraints à marcher droit plus par nécessité (le salaire) que toujours par conviction.

Pour comprendre l'utilisation que peut faire le groupe Marchais, Leroy et Cie de cette situation, il suffit de se souvenir comment certains responsables syndicaux ont fait reprendre le travail aux ouvriers en 1968 ; à ceux de Nantes, on racontait qu'à Paris les gars avaient repris, à ceux de Paris que ceux de Marseille avaient cessé la grève et à ceux de Marseille que ceux de Nantes *« continuaient la lutte sous d'autres formes »*.

Ainsi, le cloisonnement des cellules à l'intérieur du PCF et leur contrôle par l'appareil hiérarchisé permet-il de faire apparaître les contestataires comme des « intellectuels isolés » dans telle, telle ou telle cellule.



Poser les problèmes de fond.

Nous soutenons ceux qui se révoltent

Dès lors nous soutenons ceux qui, dans le PCF, se révoltent contre ce mode de fonctionnement qui sert les intérêts d'une poignée de dirigeants liés, comme dit Althusser, par la solidarité du pouvoir. Libre à la direction du PCF d'appeler ce mode de fonctionnement *« centralisme démocratique »*. Cela n'a rien à voir avec le centralisme démocratique qui régit le fonctionnement d'un authentique parti communiste. Tout comme la dictature fasciste de Brejnev et Cie n'a rien à voir avec la dictature du prolétariat.



Il n'est pas possible de réformer le PCF

Pourtant, dans l'esprit de tous ceux qui réclament une authentique démocratie dans le PCF, il y a cette idée qu'il est possible de réformer le PCF, qu'il est possible de changer l'orientation du parti et même d'en changer la direction. Loin de nous l'idée de leur administrer une douche froide et de les décourager dans leur lutte, cependant, nous ne croyons pas qu'il est possible de réformer le PCF, d'en faire à nouveau le grand parti qui conduira la classe ouvrière et le peuple de notre pays au socialisme.

Jusqu'à 1970, date de l'exclusion de Tillon, la direction du PCF a eu recours à l'exclusion arbitraire pour décapiter et étouffer les courants d'opposition à sa ligne : c'est ainsi qu'elle agit notamment avec les militants communistes comme Jacques Jurquet ou François Marty qui devaient fonder, en 1967, le Parti communiste marxiste-léniniste de France. Depuis 1970, la direction du PCF n'exclut plus, elle tolère l'existence de courants divers... Mais attention, elle ne tolère ces courants qu'à une condition, c'est qu'ils ne mettent pas en danger son hégémonie et qu'ils restent pour ainsi dire dans sa mouvance. Il est intéressant à ce propos de noter que Georges Marchais a essayé de se concilier Ellenstein dont il partage bien des vues pour isoler et frapper Althusser qui, lui, n'a pas mâché ses mots dans ses articles parus dans « Le Monde ».

Autrement dit, les contestataires dans le PCF pourront s'exprimer seulement tant qu'ils ne mettront pas en danger la ligne fondamentale, l'orientation stratégique de leur direction ; mais gare à eux s'ils se mettent à critiquer trop fortement la thèse du « passage pacifique » ou de la « détente internationale ».

Une unité de façade

Car le vrai problème est là. L'avenir montrera que la direction du PCF est prête à tout brader, même le principe du centralisme démocratique, pourvu que l'orientation du parti soit maintenue.

Et on n'est là qu'au début d'un processus, surtout quand on sait que l'unité affichée par le Comité central du PCF est une unité de façade, de l'aveu même de Mireille Bertrand, l'une de ses membres.

Aussi, la seule position tenable pour un communiste dans le PCF aujourd'hui ne peut être que de critiquer inlassablement la ligne fondamentale d'abandon des intérêts ouvriers, paysans et populaires, la ligne d'abandon de la voie révolutionnaire et la ligne de compromis avec l'Union soviétique.

Depuis dix ans le PCMLF

Nous sommes convaincus que tous les militants sincères qui mèneront ce combat comprendront qu'il faut, si difficile que ce soit, travailler à la reconstruction d'un nouveau parti communiste marxiste-léniniste. Nous sommes convaincus qu'ils rejoindront leurs camarades qui, depuis plus de dix ans, édifient le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Qui sont les autonomes ?

Après la manifestation syndicale du 1er Mai, à Paris, ils firent la une de plusieurs journaux. « Ils » ce sont les autonomes que l'on remarque surtout depuis l'affaire Baader en Allemagne.

A la faculté de Nanterre (mais le phénomène autonome n'est pas seulement un phénomène étudiant), les autonomes sont regroupés dans les facultés de philosophie, sociologie, histoire, psychologie.

La plupart d'entre eux furent militants dans des organisations comme la Gauche prolétarienne (La Cause du peuple de Geismar), mais aussi dans des groupes comme l'OCT trotskiste ou l'UCF qui se recommande du marxiste-léninisme.

Ce sont en général de « vieux étudiants », c'est-à-dire des gens qui sont étudiants depuis longtemps mais n'étudient pas ou n'étudient plus. La plupart d'entre eux sont issus de la grande bourgeoisie.

Dans les comités de locataires qui, ici ou là à Paris, occupent des logements vides, ou autour de ces comités, on rencontre aussi des jeunes qui se réclament de l'autonomie.

Leur autonomie, c'est l'autonomie par rapport aux partis de gauche, aux syndicats et aux organisations dites « gauchistes ». Un tract autonome distribué le Premier Mai à Paris se conclut par ces mots : *« En clair, le prolétariat devra enfiler les gauchistes sur les mêmes brochettes que les syndicats et les partis de gauche ».*

Le résultat est que les autonomes provoquent consciemment et délibérément l'affrontement aussi bien avec le service d'ordre de la CGT qu'avec celui, de l'organisation trotskiste de Krivine (la Ligue communiste). On les retrouve aussi tournant autour de la manifestation des marxistes-léninistes, le matin du Premier Mai, mais sans qu'il y ait d'affrontement.

Nous ne sommes pas dans le même camp

Affrontements systématiques, voitures brûlées, vitrines brisées, distributeurs automatiques pillés, cocktails molotov, les autonomes emploient systématiquement la violence minoritaire.

« Le dogmatisme, c'est l'ennemi » disent-ils. Ce qui veut dire en fait qu'ils refusent de faire leur, toute théorie marxiste ou même tout simplement qu'ils se refusent à avoir une théorie.

Si, parfois dans leurs rangs, on rencontre de jeunes travailleurs au chômage, marginaux, qui participent aux bris de vitrines et au pillage des magasins, par exemple, mais aussi aux bagarres avec la police, on ne peut pas dire toutefois qu'ils ont une influence sur la classe ouvrière. D'ailleurs, ils ne recherchent pas ce contact avec la classe ouvrière organisée dans les usines. Ils qualifient même cela *« d'ouvriérisme »*.

Méthodes absolument inadmissibles qui n'ont pour seul intérêt (négatif) que de transformer chaque manifestation en affrontement, pour le plus grand plaisir des professionnels de la cogne, les CRS.

Idéologie complètement étrangère et contraire à celle de la révolution. Le ras-le-bol général ne suffit pas pour être révolutionnaire. Ne trouve-t-on pas à l'extrême-droite aussi des gens qui disent en avoir marre de tout, de toute action politique organisée, de toute idéologie, de toute organisation ?

Etre révolutionnaire, c'est tout autre chose. C'est incompatible. C'est déterminer que l'ennemi, c'est le pouvoir d'État et ensuite choisir et mettre en place les moyens d'action pour renverser ce pouvoir d'État. C'est travailler à unir les travailleurs dans ce but et non pas les mépriser ou chercher l'affrontement avec eux.

Que bien des autonomes en soient venus où ils en sont par écœurement des pratiques des partis de gauche ou trotskistes est une chose. Ils ne sont pas les seuls dans ce cas. Mais le choix qu'ils font n'est en rien un choix révolutionnaire, ni dans son contenu ni dans sa forme. Leur idéologie et leurs méthodes ne nous rangent pas, aujourd'hui, dans le même camp.

Philippe LECLERC





• Zaïre

C'est toute l'Afrique qui est visée

Pour la seconde fois en un peu plus d'un an, la province du Shaba, au Zaïre, est l'objet d'un coup de main militaire de la part des ex *« gendarmes katangais »*, ces anciens mercenaires du colonialisme belge, réfugiés depuis en Angola.

Encadrés et entraînés par des Cubains, équipés d'armes soviétiques, ces prétendus *« rebelles »* katangais servent en fait de masse de manœuvre à une agression contre le Zaïre, entièrement téléguidée de l'extérieur.

Derrière eux, on retrouve la main de Moscou qui les utilise dans son entreprise impérialiste en Afrique pour disputer à l'impérialisme américain des zones d'influence, de contrôle, de pillage économique et en développer de nouvelles sur le dos des pays et des peuples africains.

Quelle est la signification de ces derniers événements au Shaba ? S'agit-il d'un soulèvement populaire du peuple zaïrois contre le régime de Mobutu, comme les milieux liés à Moscou cherchent à le faire croire ?

Les conditions-mêmes de cette opération militaire montrent qu'il n'en est rien.

Une agression téléguidée de l'étranger

C'est de l'étranger que sont venues ces colonnes de « Katangais », leurs bases sont situées à l'extérieur du Zaïre et non dans le pays même. Les raids qu'ils accomplissent contre le Shaba sont aussitôt suivis d'un repli à l'extérieur du pays, ce qui ne permet guère le travail de mobilisation et d'organisation du peuple, comme l'exige une véritable guerre populaire. L'objectif de ces raids se borne à la destruction de villes et d'installations économiques et à des combats dont le peuple de ces régions est également victime. Ainsi le dernier raid a saboté, en les inondant, les mines de cuivre de Kolwezi qui représentaient 80 % de la richesse du pays.

Ce *« Front de libération nationale du Congo »* (nom officiel dont se couvrent les « Katangais ») n'est pas non plus un mouvement anti-impérialiste. Son histoire le prouve : sa création en Angola, pays occupé par le social-impérialisme soviétique et ses laquais cubains, la personnalité de ses dirigeants, font de lui un instrument totalement entre les mains de Moscou.

L'objectif visé par Moscou, dans ses interventions répétées au Zaïre, ses méthodes d'intervention, portent la marque de ce qui a toujours été la caractéristique des forces impérialistes : utiliser les contradictions internes, la situation difficile héritée du colonialisme, au profit de leurs ambitions, l'Afrique est particulièrement touchée par cette situation : frontières artificielles, divisions tribales et ethniques, sous-développement économique... Contrairement à ce qui se passe par exemple au Tchad, où le peuple se soulève et mène le combat anti-impérialiste et démocratique en comptant d'abord sur ses propres forces, les événements du Zaïre sont essentiellement provoqués par une intervention extérieure au pays et au peuple zaïrois, s'appuyant sur les contradictions internes bien réelles existantes.

C'est la tactique qu'utilise Moscou dans de nombreux pays, en Afrique particulièrement. 4 000 hommes ne pouvaient penser venir à bout des 60 000 hommes de l'armée zaïroise, ils pouvaient cependant créer au niveau du pays des répercussions politiques permettant aux éléments prosoviétiques qui existent dans l'appareil d'État zaïrois de tenter un coup de force.

Au niveau économique également cette opération avait un but précis. L'économie zaïroise, déjà très fortement ébranlée il y a deux ans par l'effondrement du cours du cuivre aura certainement beaucoup de mal à surmonter ce nouveau coup qu'est le sabotage des installations minières.

En quoi cette action qui, en dernier lieu, ne peut que renforcer encore la dépendance du Zaïre vis-à-vis de l'impérialisme, peut-elle profiter au peuple zaïrois ? En affaiblissant ainsi politiquement et économiquement l'État zaïrois, l'Union soviétique vise à conquérir plus de poids et d'influence dans le pays.

Que penser de l'intervention française ?

Nous passerons sur les belles raisons humanitaires données en haut lieu. L'envoi de renforts en matériel après la mise à l'abri des réfugiés a clairement montré qu'en fait, il s'agissait surtout de s'opposer à l'opération katangaise. Il s'agit comme l'an dernier avec les Transall, pour la France, de sauvegarder ses zones d'influence impérialiste. En faisant cela, cependant, elle est amenée à s'affronter à la volonté de Moscou d'étendre les siennes et, de manière objective, à faire obstacle à la pénétration soviétique en Afrique.

Par ailleurs, elle n'a pas les moyens de repartir à la conquête du continent africain, ce qui est bien l'objectif de Moscou. Celui qui est à l'offensive au Zaïre, c'est le social-impérialisme soviétique. L'appui limité du gouvernement français peut, objectivement, quelles que soient ses motivations subjectives, guidées par ses intérêts impérialistes, aider le gouvernement et le peuple zaïrois à repousser cette agression.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'appui d'autres impérialismes n'a-t-il pas été favorable à la victoire sur les nazis ? Aujourd'hui, c'est contre Brejnev, le nouvel Hitler principal fauteur de guerre dans le monde qu'il faut riposter.

C'est la réalité de cette situation qu'il faut considérer pour se ranger résolument du côté des peuples et des pays africains en lutte pour leur indépendance nationale sur les plans économique et politique contre les agressions, pressions et menaces qui viennent principalement de la dispute américano-russe pour l'hégémonie dans le monde.

Le peuple zaïrois, comme d'autres peuples africains, après avoir rejeté le vieux colonialisme (français, belge ou autre) balayera toute domination ou ingérence de la part des impérialistes gros ou petits, pour édifier un pays indépendant, prospère et démocratique : c'est ce combat que nous soutenons et continuerons à soutenir inébranlablement.

Argentine

Face à la dictature, des forces organisées

Interview d'un syndicaliste argentin

HR : Quelle est la situation actuelle des forces révolutionnaires et progressistes en Argentine ?

Après le coup d'État, tous les partis ont été interdits, même les partis bourgeois, le Parlement a été fermé, l'activité politique a été « suspendue ». Cependant il y a deux formes de suspension. Les partis révolutionnaires sont absolument illégaux, par exemple être militant du PCMLA vaut 10 ans de prison. Dans la réalité, c'est différent, si on te condamne à 10 ans, c'est une chance, généralement on t'assassine. Les partis bourgeois, comme le parti radical ou le PCA, ne peuvent pas s'exprimer publiquement, mais ils conservent des locaux et y ont quelques activités. Etre membre du parti radical, par exemple, n'est pas un motif de condamnation. Voilà dans quelles conditions se développe l'activité politique; c'est pourquoi le mouvement de résistance est surtout spontané.

Mais les forces politiques font un certain travail. D'abord les syndicalistes péronistes qui conservent une influence importante dans le mouvement ouvrier, en particulier les dirigeants qui ont pris position contre la dictature. Par exemple, ce sont eux qui ont organisé la grève des cheminots, sur le plan national, même si dans plusieurs endroits les marxistes-léninistes ont été à la tête du mouvement.

Au niveau des forces révolutionnaires, nous avons des informations très précises, selon lesquelles le PCMLA est la première force, sur le plan national.

HR : Et les Montoneros ? Selon une information parue en avril dans un hebdomadaire français, ils auraient reconstitué 45 % de leurs effectifs en Argentine ?

Les Monteneros sont restés assez forts dans quelques endroits, mais ils ont disparu dans pas mal de régions, par exemple à Cordoba. Ils ont dirigé une grève, celle des ouvriers du métro de Buenos-Aires en octobre 1977. Pourtant je ne crois pas que les 45 %



Dans la manifestation du Premier Mai 1978, à Paris, des militants du Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine.

dont tu parles soient possibles. Je souhaite que cela soit vrai parce que, malgré des divergences politiques et idéologiques avec nous, les Monteneros représentent une force révolutionnaire, *et leur liquidation par la dictature ne profiterait pas au camp du peuple*. Mais la réalité, c'est qu'ils ont beaucoup de difficultés en Argentine, et en octobre, ils ont donné l'ordre à leurs militants de quitter le pays, cet ordre n'a pas été contredit depuis. Toute leur direction est à l'extérieur et c'est difficile de se réorganiser avec les cadres à l'étranger. C'est pourquoi je pense qu'ils ont pu quelque peu se réorganiser, mais certainement pas reconstituer 45 % de leurs effectifs.

LE PARTI RÉVISIONNISTE ARGENTIN

HR : Pour comprendre le soutien du PCA à la dictature, il faut connaître l'évolution historique de ce parti. Peux-tu la résumer ?

Dans les années 1930, le PCA était la principale force révolutionnaire du pays, il a dirigé la classe ouvrière avec une ligne essentiellement juste. Mais, après 1945, son erreur dans l'analyse du péronisme lui a fait perdre toute son influence dans le mouvement ouvrier. Le PCA a considéré Péron comme un fasciste, il n'a pas compris que le fascisme de type allemand ou italien était caractéristique de pays impérialistes, et que l'Argentine, pays du tiers monde, n'entrait pas dans cette catégorie. Même si elle avait des sympathies idéologiques pour l'Italie fasciste, la bourgeoisie nationale jouait un rôle progressiste par rapport à l'impérialisme. Le PCA n'a pas vu ce caractère du péronisme. A partir des années 1950, il est allé de trahison en trahison. En 1955 il a soutenu le coup d'État qui a renversé Péron et supprimé de nombreux militants anti-impérialistes. Ensuite il a appuyé le gouvernement Erondizi, en 1958, qui a fini par se soumettre totalement aux USA. En 1962, le PCA a soutenu la trahison des dirigeants syndicaux péronistes (Alonso, Vandor) pour tenter de regagner une influence dans la classe ouvrière. Il s'est opposé à la révolution cubaine, du moins au début... Il n'a jamais parlé de lutte armée, c'est pourquoi certains révolutionnaires ont rejoint la gauche péroniste ou les secteurs castristes. Chez nous, on appelle les révisionnistes des « radis », rouges à l'extérieur mais blancs à l'intérieur. Depuis le dernier coup d'État, le PCA appuie inconditionnellement Videla. Les autres partis bourgeois ont un soutien réservé. On peut dire que *de toutes les organisations bourgeoises, le PCA est celle qui appuie le plus la junte militaire*.

HR : Justement, que représente aujourd'hui le PCA ?

Le PCA est un agent du social-impérialisme russe, il voudrait que l'Argentine change de maître. Pour lui, Videla est un démocrate au sein de la junte. Par exemple lors de la grève des électriciens de Buenos-Aires en octobre, le PCA a distribué des tracts contre la grève, en la qualifiant de provocation favorable aux pinochettistes.

Mais ce qu'il faut souligner, c'est que *le PCA est un parti très faible*, qui n'est pas implanté dans la classe ouvrière. L'influence révisionniste est très faible dans notre pays. Le PCA cherche surtout à gagner un secteur de la bourgeoisie à son projet pro-soviétique. C'est pourquoi il appuie Videla, en effet il existe un fort mouvement nationaliste, pour l'indépendance et la démocratie, et le PCA (comme les Américains d'ailleurs) croit Videla capable de liquider ce mouvement. On sait que l'URSS a refusé de dénoncer la violation des droits de l'homme en Argentine, lors d'un vote de l'ONU où même les USA ont voté pour.

Pour les superpuissances, l'Argentine est un pays clé, sur le plan stratégique, parce que le sud du pays (détroit de Magellan) contrôle le passage entre l'Atlantique et le Pacifique et, en cas de guerre, le canal de Panama serait fermé, une bombe suffit. De plus, qui tient l'Argentine possède une base d'intervention dans toute l'Amérique du Sud (Bolivie, Uruguay, Paraguay, Chili et même Pérou.

Au Chili, le révisionnisme avait *une très forte influence* dans la classe ouvrière et le peuple, surtout à propos de la voie pacifique, électorale, au socialisme. Tandis qu'en Argentine le peuple sait, depuis le Cordobazo, qu'avec des élections on n'arrive à rien, qu'il faut descendre dans la rue, prendre les armes. Ce ne sont pas seulement des idées d'avant-garde, mais aussi celles d'un secteur très important du mouvement ouvrier argentin.

Au Chili, il y avait une confiance dans les militaires, le peuple a été surpris par le coup d'État de Pinochet. En Argentine, c'est différent, le peuple n'a absolument aucune confiance dans les militaires, l'armée a toujours défendu les intérêts de l'oligarchie et de l'impé-



Les militaires sont unanimes sur u n point : la répression du peuple

rialisme, il n'y a aucune illusion. Cela signifie que les deux coups d'État ont été différents et que la force du révisionnisme est bien inférieure en Argentine.

DEUX QUESTIONS D'ACTUALITÉ

HR : On parle beaucoup aujourd'hui de contradictions entre les militaires, qu'en penses-tu ?

Je crois que les militaires sont unanimes sur un point : *la répression du mouvement populaire*. Si des divergences apparaissent c'est parce qu'ils n'arrivent pas à liquider ce mouvement, et aussi à se mettre d'accord sur un projet économique pour l'Argentine.

Tous les impérialistes américains, russes, européens ont la main sur l'Argentine. Si les USA ont l'hégémonie, ils ne contrôlent pas tout, les autres aussi sont là. Chaque secteur bourgeois a un projet différent en fonction des intérêts des différents impérialismes.

Après les luttes d'octobre-novembre, la junte a été de plus en plus isolée, à l'intérieur comme à l'extérieur. Sur le plan international, seuls les Russes la soutiennent ouvertement.

Le plan de la junte reflète les intérêts de l'oligarchie, certains secteurs de la bourgeoisie industrielle s'y opposent. C'est pourquoi la junte doit leur faire quelques concessions politiques pour élargir sa base. C'est ça la fameuse *ouverture démocratique*. Mais ça ne changera pas grand' chose. D'ailleurs, ils viennent d'arrêter Balbin, le président du Parti radical. Il faut que le peuple continue à frapper fort, pour abattre la dictature.

Il est possible qu'on arrive à la révolution ou bien qu'on fasse reculer les militaires sur le plan de la démocratie, il y a plusieurs possibilités et le peuple doit en tenir compte, tout en ayant une stratégie très claire.

Pour le deuxième anniversaire du coup d'État, Videla a proposé un cabinet comprenant des civils, mais il maintient la répression et le plan économique initial, antipopulaire. Son *« ouverture »* n'est qu'un mensonge pour tromper le peuple. Le seul espoir de ce peuple, ce sont ses propres forces, pour écraser les militaires.

HR : Une autre question d'actualité concerne la Coupe du monde de football. Comment considères-tu le mouvement de boycott existant en France ?

En tant qu'Argentins, *nous appuyons toutes les initiatives tendant à démasquer la junte militaire, à l'isoler et à soutenir la lutte de notre peuple*. A propos du Mundial, un mouvement pour le boycott s'est développé en France et dans d'autres pays. Nous soutenons ce mouvement parce qu'il accomplit très bien la tâche de dénoncer la junte et de populariser la lutte de notre peuple. Mais ce mouvement est critiqué en France par certaines forces politiques, dont le PCF. Je pense que pour le PCF ce n'est pas un problème tactique, mais bien une question *politique* d'appuyer la ligne du PCA, c'est pourquoi je crois que la politique du PCF dans ce domaine est complètement erronée, et qu'il faut la critiquer.

Certains secteurs démocratiques français ne sont pas d'accord sur le boycott mais ils critiquent la junte je pense qu'il faut travailler avec eux aussi. A mon avis, en France, le mouvement pour le boycott est un mouvement très important, qui a fait qu'on parle davantage de l'Argentine en quelques mois qu'en deux années. Il permet de faire connaître très largement ce qui se passe dans notre pays. C'est pourquoi il faut soutenir le boycott, car c'est la forme choisie par les secteurs anti-impérialistes et démocratiques français pour soutenir notre peuple.

Tchécoslovaquie:

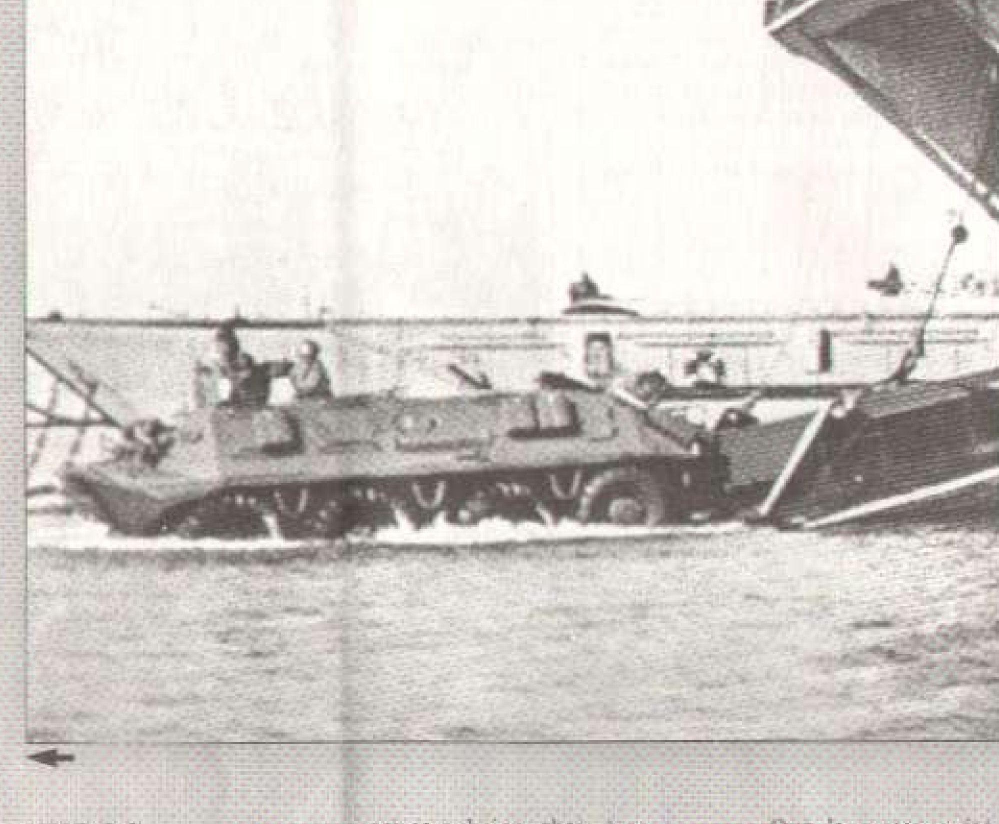
Des préparatifs inquiétants

Le No 6 de la revue « Listy », organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque, édition française a publié l'information suivante : *« N'ayez pas l'air surpris. De toute façon, il est interdit de poser des questions »*.

C'est ce qui a été dit a des radaristes (tchécoslovaques) étonnés durant une période d'instruction et d'entrainement militaire convoquée l'été dernier. Ils ont appris que le danger de guerre était menaçant : en cas de conflit, l'armée tchécoslovaque, membre des troupes du Pacte de Varsovie, atteindra en quatre jours maximum le territoire français qu'elle occupera. Il sera donc nécessaire de considérer alors la population française comme « *hostile* » et de se comporter avec elle en conséquence. Un membre d'un comité d'arrondissement du PCT a fait remarquer que cela était contraire à la ligne officielle du parti : l'officier chargé du rapport a répondu que les questions étaient interdites et que l'armée savait ce qu'elle disait et faisait.

Pendant les manœuvres des tankistes une question a été posée : *« Pourquoi s'exerce-t-on constamment a faire traverser des rivieres au tanks ? »* La réponse a été: *« Entre notre frontière et l'Atlantique, il y a beaucoup de fleuves que les armées du Pacte de Varsovie, durant leur offensive, devront traverser sans pont »*.

Voilà qui en dit long sur les protestations pacifiques de Brejnev présentant le Pacte de Varsovie comme « *purement défensif* ».



←

l'URSS paye ses valets

L'URSS et plusieurs pays de l'Est ont décidé d'aider l'économie cubaine à la suite de l'accroissement des forces cubaines en Afrique.

Cette aide prendrait la forme d'achat par les Soviétiques, en 1978, de 2,9 millions de tonnes de sucre, la principale ressource cubaine, à quatre fois le cours mondial. Les pays est-européens paieraient le double du prix normal.

L'URSS aurait, en outre, promis à La Havane de lui fournir du pétrole au prix de 7,25 dollars le baril, soit pres de la moitie du prix actuel. L'aide soviétique à l'économie cubaine sera en 1978 de 10 % supérieure à l'an dernier et le triple de 1975, année ou les premiers Cubains sont arrivés en Angola.

Une façon comme une autre de payer les mercenaires cubains, chair à canon des Soviétiques en Angola et dans la corne de l'Afrique.

Indira Gandhi sur la sellette

Alors que son plus jeune fils Santay est actuellement en prison pour corruption et abus de pouvoir, Indira Gandhi risque de connaitre un jour le même sort. Les rapports à la commission d'enquête sur son cas établissent notamment :

— Qu'elle a décrété l'état d'urgence en juin 1975 sans consulter les membres de son cabinet, d'une façon anticonstitutionnelle.

— Que des milliers de personnes ont été arrêtées et détenues sans jugement, pour des motifs politiques.

— Que toutes les libertés individuelles ont été bafouées.

— Que la presse a été censurée et controlée, notamment par la création d'une agence unique d'information.

— Que Mme Gandhi a decrété l'état d'urgence pour rester au pouvoir, malgré le jugement de la Haute cour d'Allahabad qui avait annulé antérieurement son élection dans sa circonscription.

Egypte:

Protestation à l'ONU

L'Egypte vient de protester auprès de l'ONU en lui demandant d'intervenir pour empêcher Israel d'exploiter le pétrole dans les régions occupées du territoire égyptien.

L'exploitation de ces ressources pétrolières se fait essentiellement dans la région d'El Tor et du golfe de Suez, avec la participation de compagnies pétrolières américaines et occidentales.

Nous avons rencontré une Chine en bonne santé

Par notre délégation

Nous sommes une délégation de plusieurs journalistes à avoir été invités par le « Quotidien du peuple », organe central du Parti communiste chinois.

Pendant plus de trois semaines pour les uns, plus d'un mois pour deux d'entre nous, nous avons parcouru la Chine. Tout d'abord, nous avons visité Changhaï, grande métropole industrielle dont la bande des Quatre avaient voulu faire leur bastion. Un long périple nous a ensuite menés à Hantchéou, Canton, Kouélin, avant d'aborder le Hounan, province natale du président Mao et le Setchouan, province de l'arière et troisième front en cas d'agression de l'URSS.

Nous avons ensuite parcouru la province du Chantoung et visité le champ pétrolifère de la victoire, un des avant-postes de la lutte pour l'indépendance énergétique et pour la modernisation de l'industrie. Enfin, deux d'entre nous se rendaient dans la province du Sinkiang dont la population appartient en grande partie aux minorités nationales, telle celle des Ouighours.

Au cours de ce voyage, le premier pour nous tous, bien des choses nous ont étonnés, nous, journalistes habitués aux reportages dans le cadre de l'exagone : l'immensité du pays mais aussi sa diversité, la pauvreté en comparaison d'un pays capitaliste développé comme la France, mais aussi le début de prospérité si l'on compare avec l'immense majorité des pays du tiers monde ; le caractère encore arriéré de l'économie, mais aussi les réalisations techniques de pointe et la direction dans laquelle se fait le développement avec, par exemple, le rapprochement des villes et des campagnes, les communes populaires où un certain nombre de paysans travaillent une partie de l'année comme ouvriers.

Bien sûr, nous avons beaucoup appris aussi à travers tous les récits sur l'acuité qu'a revêtu la lutte de classe durant les onze années qui viennent de s'écouler. Et nous avons constaté que depuis le succès de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, partout se poursuit le mouvement de critique de la bande des Quatre, partout les ouvriers et les masses populaires débattent pour savoir comment transformer la science, la production, la culture, etc. pour conserver, mettre en œuvre les acquis et supprimer les mesures erronées.

C'est tout cela, tout ce que nous avons vu, entendu, et appris en Chine que nous allons essayer d'expliquer et de raconter à nos lecteurs dans une série d'articles.

Après la mort du président Mao, après l'élimination de la « bande des Quatre » (1), est-ce bien toujours le socialisme que l'on y construit ?

Ces questions, bien des travailleurs chez nous se les posent.

Et la grande presse, les grands moyens d'information leur suggèrent sans cesse quelques réponses :

« En s'engageant sur la voie de l'industrialisation, de la modernisation de son économie, la Chine abandonne la voie originale de la révolution qu'elle avait empruntée jusqu'ici pour s'engager dans celle qui a conduit l'URSS à ce qu'elle est aujourd'hui. Cela est inévitable ; le socialisme, c'est fatalement ce que l'on voit en URSS. .. Ce qui s'était fait jusqu'ici en Chine était magnifique mais impraticable pour aller plus loin... ».

Des « preuves » ? On nous en donne : par exemple, en Chine, on a remis en vigueur les primes...

C'est bien souvent, en effet, sur ces questions de production et de salaires que la grande presse met l'accent.

Et de fait, lorsque l'on a en tête ce que l'on vit tous les jours dans notre pays où modernisation signifie fermeture d'usines, chômage, diminution du pouvoir d'achat, où prime signifie arme aux mains des patrons pour intensifier l'exploitation et diviser les travailleurs, ces mots ont des raisonnances inquiétantes.

Répondre à vos questions

Nous voudrions, bien sûr, répondre à ces travailleurs qui aspirent avec force au socialisme et sont prêts à se battre pour le conquérir. Nous le ferons, avec tout ce que nous avons vu, mais sans doute incomplètement. Aussi, souhaitons-nous que nos lecteurs, les travailleurs nous écrivent, pour que nous puissions mieux répondre, leur faire partager notre conviction, renforcée par notre voyage, qu'ils ont raison de souhaiter le socialisme et que rien ne mérite mieux qu'on se batte pour l'obtenir.

Car, c'est à leurs questions que nous voulons répondre, comme nous allons le faire aujourd'hui pour celles posées dans la lettre que nous avons reçue d'un ouvrier (« pendant 30 ans salarié aux pièces »). En voici un premier extrait :

« Ayant travaillé 36 ans en usine, je crois pouvoir être en mesure de donner mon opinion, car selon le mot d'ordre des marxistes-léninistes : rien ne vaut la pratique.

» Naturellement, nous savons que l'on ne peut passer tout d'un coup du capitalisme au communisme : une période de transition est nécessaire qui conserve certains éléments bourgeois en droit et en mœurs (par exemple : de chacun selon ses capacités,



à chacun selon son travail). Néanmoins, je vous ferai remarquer qu'en ce qui concerne la Chine, le régime existe depuis vingt-huit ans : on serait en droit d'attendre une évolution vers des principes tels que « A chacun selon ses besoins ».

On ne peut, en effet, passer d'un coup du capitalisme au communisme. Et que dire de la Chine écrasée avant 1949 par ces trois énormes montagnes qu'étaient le féodalisme, le capitalisme bureaucratique et l'impérialisme ? Son peuple connaissait la misère, la famine, la maladie. Impuissant devant inondations ou sécheresses, il n'avait pas en main son destin dont décidaient à sa place des puissances étrangères, quelques seigneurs avides ou capitalistes aux immenses fortunes liées aux trusts d'Occident ou du Japon. Il subissait leur oppression par la force d'armes qui brisaient ses révoltes dans d'horribles massacres.

C'était il y a trente ans. Ils sont des millions et des millions à avoir vécu cette époque et tous la connaissent. Le paysan d'aujourd'hui est l'enfant d'hier, jamais sûr du lendemain, mendiant sur les routes. En vingt-huit ans, le changement est immense et seule la révolution qui a abattu les « trois montagnes » pouvait en ouvrir la possibilité.



Dans le début de prospérité que connaît la Chine, l'irrigation est un élément important. Le socialisme, l'organisation collective dans les campagnes ont permis les immenses travaux que cela représente avec des pelles, des pioches et des bras.

Où en est la chine ?

Le visage de la Chine n'est plus celui de la misère et de la maladie, d'immenses travaux d'irrigation ont permis d'éliminer le fléau des inondations, de la sécheresse, de la faim.

Cela, personne ne le conteste. Mais où en est-on aujourd'hui ?

générale (2), non pas que les communes populaires manquent de ressources pour acquérir tracteurs, camions et autres équipements, mais parce que l'industrie n'est pas en mesure de les fournir en quantité suffisante !

A chacun selon son travail

On le voit, on est très loin du stade du communisme, de règne de l'abondance où l'on pourra appliquer le principe de la répartition « A chacun selon ses besoins ».

En URSS, c'est à un niveau de développement semblable, et plutôt supérieur, que Krouchtchev introduisit, lors du 20e congrès du PCUS, l'idée qu'on en était, en Union soviétique, au stade du « développement en grand du communisme ». Il annonçait, pour les années 1968, la répartition « A chacun selon ses besoins » ! En fait, il introduisait surtout une nouvelle politique économique entièrement révisionniste qui a permis, en quelques années, la restauration complète du capitalisme dans ce pays.



Créée en 1955, à partir de quelques artisans individuels, la broderie de Tsingtao compte aujourd'hui 850 ouvriers et ouvrières et produit plus de quarante variétés d'articles.

LES SALAIRES

— Minimum : 30 yuans
— Maximum : 70 yuans
— Moyenne : 45 yuans.

EXEMPLES DE PRIX

— Loyer : 2 yuans
— Repas cantine : un demi yuan
— Vélo : 150 yuans

Nous avons rencontré une Chine en bonne santé

Par notre délégation

En vingt-huit ans, dans un temps très court en fait, la Chine a pu atteindre, dans certains domaines de l'industrie et de la technique un niveau mondial. En témoignent, par exemple, les envois réussis de satellites dans l'espace, l'expérimentation d'explosifs nucléaires puis thermonucléaires bien avant tout ce qu'avaient prévu les « spécialistes » d'Occident. Nous avons pu voir aussi l'utilisation de la technique du laser comme instrument de mesure sur une rectifieuse de haute précision, construite à Changhaï, ou celle d'ordinateurs dans la commande de processus de production ou de machines-outils.

Le peuple chinois connaît un début de prospérité : chacun y a travail, logement, nourriture, vêtements assurés.

Mais c'est encore bien peu.

Les logements sont petits. On travaille beaucoup et longtemps et, s'il y a des secteurs de pointe et des outillages modernes, on travaille bien souvent avec des instruments rudimentaires. Combien de fois avons-nous vu des chargements tirés par des animaux ou même des hommes ! Le travail à la campagne y a encore largement le caractère de petite production génératrice d'idées et de conceptions appartenant au passé, au système de pensée féodal ou capitaliste.

Et justement, pour améliorer les conditions de travail, la production nécessaire pour nourrir tant de millions d'habitants, pour renforcer l'esprit et les conceptions collectives, il faut, par exemple, mécaniser l'agriculture. Or, dans les communes populaires que nous avons visitées, une partie variable, mais encore bien faible des travaux, était mécanisée : de l'ordre de 30 %. Et cela est la situation

Détente dans un parc. Il y a beaucoup de parcs en Chine. Les promeneurs y sont toujours nombreux pour la détente, pour le jeu.



Aujourd'hui, on en est toujours, en Chine, au stade de la répartition « A chacun selon son travail » (3), et il faut industrialiser si l'on veut moderniser, mécaniser, automatiser la production et si l'on veut améliorer les conditions d'existence aussi bien matérielles que culturelles du peuple !

Et ce n'est pas l'industrialisation qui conduit au capitalisme, qui conduit à ce qu'est aujourd'hui l'URSS.

C'est la politique qui commande l'industrialisation : préserve-t-elle, renforce-t-elle ou non les rapports de production socialistes, l'esprit collectif, le caractère dominant des idées, des qualités du prolétariat ?

Salaires et primes

Notre lecteur, avec le problème des primes et du salaire aux pièces, en vient justement là dans sa lettre. Nous répondrons à ses questions à l'aide de l'exemple de l'une des usines que nous avons visitée où les travailleurs étaient justement payés aux pièces : l'usine de broderie de Tsingtao, dont on trouvera dans l'encadré ci-contre les caractéristiques en même temps que quelques éléments sur les salaires.

Que dit notre lecteur ?

« Sous prétexte de récompenser les ouvriers les plus vaillants, on laisse croire que plus on produit, plus on est payé. Voici ce qui se passe. Mettons, au mois de janvier, la norme est de 100 F pour cent pièces ; au mois de juillet, à l'occasion d'une augmentation, on exige 120 pièces et ainsi de suite, pour aboutir à des cadences infernales qui ruinent la santé des ouvriers, même les meilleurs, et qui ôtent toute possibilité d'améliorer leur sort aux ouvriers vieux ou malades.

Brodé sur deux côtés avec du fil de soie : une merveille ! Bien sûr, on ne produisait pas ce genre d'articles au début de l'usine !



» Or, vous savez très bien que ce n'est pas seulement l'ouvrier qui est touché, mais ses enfants, dans tous les domaines de la vie sociale, en particulier celui de la continuation des études.

» Ce processus est le même que le régime soit socialiste, soit capitaliste. En ce qui concerne mon usine, c'est la lutte des ouvriers qui a forcé le patron à abandonner le système des pièces et des primes.

» Une autre conséquence de ce système de rémunération est la division qu'il crée entre les ouvriers sous prétexte d'émulation, même révolutionnaire ».

Notre lecteur le montre bien. Le capitaliste, avec le salaire aux pièces et les primes, n'a qu'un but : accroître son profit et maintenir les rapports capitalistes de production (sa domination). Cela signifie : diviser les ouvriers entre eux, diminuer le plus possible leur salaire.

Deux conceptions opposées

Ce salaire, le capitaliste tend constamment à le ramener au minimum nécessaire pour reproduire la force de travail et cela comporte aussi l'éducation des enfants. L'augmentation des prix (produits de première nécessité, loyers, transports, etc.) est un autre moyen pour atteindre ce but auquel Barre aujourd'hui recourt sans ménagement.

Seule, en effet, la lutte permet aux ouvriers de l'empêcher ; c'est une lutte qu'ils doivent mener sans cesse contre les capitalistes, contre le salaire aux pièces pour l'intégration des primes, contre tous les moyens qu'utilisent les patrons pour exploiter toujours plus les ouvriers. Nous sommes, bien sûr, tout à fait pour cette lutte.

Mais qu'en est-il en Chine, sous le socialisme ?

Les prix sont stables ou même baissent. Cela est, certes, assez connu mais l'on se garde bien souvent de le rappeler (4). Les salaires au contraire augmentent. Il y a d'ailleurs eu une augmentation pour environ la moitié des travailleurs, justement après l'élimination des Quatre. Elle a concerné les salaires plutôt bas et les travailleurs « ayant travaillé bien et pendant assez longtemps », selon des termes souvent repris. Ce fut ainsi à la broderie de Tsingtao, et ce fut de l'ordre de 4 à 5 yuans.

Lorsque la production s'y prête, comme dans cette broderie, le nombre de pièces faites est simplement le moyen de mesurer le travail, puisqu'en effet la répartition selon le travail suppose bien qu'on le mesure. La norme



L'émulation : c'est, sur ce tableau des résultats de chacun dans l'atelier, la course de moto.

y est fixée par la « section production » de l'usine, en tenant compte des capacités, du niveau technique des ouvriers, de l'équipement, etc., et selon les types de produits.

Et comment établir une différenciation qui ne nuise pas aux rapports socialistes et, au contraire, les renforce, renforce les qualités prolétariennes telles que le dévouement à la collectivité ?

Dans cette usine, où les salaires vont de 30 à 70 yuans, la prime va de 1 à 7 yuans (soit 10 % du plus haut salaire) ; 90 % des ouvriers et ouvrières touchent actuellement une prime.

Ce stimulant matériel est combiné avec des stimulants moraux, idéologiques sans contrepartie matérielle. D'ailleurs, lors de notre visite, les travailleurs mettaient en pratique une décision qu'ils avaient prise pour « rattraper le temps perdu », ces dernières années : faire deux heures par semaine, non-payées. De même, un groupe d'apprentis continuaient à travailler après l'heure.

Nous avons partout constaté que la question de l'application de la répartition selon le travail était en discussion et jamais la prime mise en place ne dépassait 10 % du salaire le plus haut.

De Liou Chao-chi à la bande des Quatre

Qu'était donc, par comparaison, la conception préconisée par Liou Chao-chi (et combattue pendant la Révolution culturelle) ?

Du temps de Liou Chao-chi, le salaire moyen était de 40 yuans dans cette broderie, et la prime pouvait dépasser 50 yuans, donc plus que doubler le salaire ! Cela encourageait au plus haut point l'individualisme, la recherche du gain personnel au détriment de la qualité entre autres, à tel point que certains venaient travailler dès 5 h du matin et jusqu'à tard le soir !

Quant à la ligne de la bande des Quatre, tout comme celle de Lin Piao, son égalitarisme absolu a contribué à perturber la production. Dans la mesure où le salaire était le même, que le travail soit fait ou non, bien ou mal, ouvriers et ouvrières n'étaient pas encouragées à prendre soin de leur travail, de la collectivité. Tout comme y contribuaient les fortes primes du genre Liou Chao-chi, l'individualisme et l'égoïsme, ces vestiges des sociétés d'exploitation de l'homme par l'homme non encore éliminés, s'en trouvaient renforcés chez certains. En même temps, cela décourageait ceux qui voulaient bien produire, entretenir le matériel, etc., d'autant plus qu'ils se voyaient de plus accusés de « ne penser qu'à la production et ne pas vouloir faire la révolution », comme si l'un et l'autre étaient contradictoires !

---

1) Kiang Sing, Tchan Tchouen-kiao, Yao Wen-yuan et Wang Hong-wen. Tous les quatre avaient de hautes responsabilités dans le Parti communiste chinois. Bien que critiqués par Mao Tse-toung lui-même, ils se prétendaient ses héritiers : les meilleurs révolutionnaires. Nous avons pu constater que, sous leur langage d'extrême-gauche, ils cachaient une ligne qui conduisait la Chine à la ruine et son peuple, à nouveau à l'oppression et au malheur. C'est ce que nous avons mieux compris lors de notre voyage et que nous essaierons d'expliquer dans nos articles.

2) Les fermes d'Etat très mécanisées constituent une faible minorité. Elles sont nombreuses dans le Singkiang, par exemple, sur les terres gagnées contre le désert et la steppe.

3) Notons que si ce principe de répartition laisse subsister des inégalités, elles n'ont rien de comparable ave celles sur lesquelles vit le système capitaliste où la classe bourgeoise, détentrice des moyens de production, s'approprie une part des richesses sans aucune commune mesure avec le « travail » qu'elle fournit !

Au nom de la délégation
Georges AFANASSIEF
Jacques DUROC

• RATP

«Ça ne pouvait plus durer»

Déclenchée au dépôt de Fontenay-aux-Roses la grève des machinistes de la RATP (conducteurs des lignes d'autobus) a pris une extension rapide. Ce n'est pas un événement fortuit, survenu par hasard. Cette grève est le résultat du profond mécontentement des machinistes.



Un machiniste RATP a des conditions de travail pénibles dues au travail lui-même, à la durée de la conduite, au morcellement des horaires, etc.

Un machiniste travaille en moyenne 7 h par jour compte tenu des variations saisonnières (été-hiver). Il part d'un point à un autre et doit faire un horaire minimum pour son parcours ce qui, compte tenu du trafic automobile, nécessite d'aller très vite au détriment de la sécurité des voyageurs, mais de cela la direction de la RATP n'en a que faire, seuls les profits comptent.

Les services sont abracadabrants. En général le machiniste fait un service sur une semaine, les horaires changeant grosso-modo toutes les semaines. Nous avons deux exemples de services vicieux sous les yeux. L'un commence à 12 h 03, et va jusqu'à 15 h 54, il recommence de 18 h 18 pour se terminer à 21 h 51. On part de chez soi à 11 h ou 11 h 30 selon les cas et on rentre à 22 h 30-23 h. L'autre est encore mieux si l'on peut dire : La prise de service est à 6 h 46 et va à 9 h 19. Reprise de service à 16 h 20 pour finir à 20 h 10. Ce qui veut dire départ à 5 h 45 de chez soi et retour à 20 h 30 ou 21 h, pas le temps de voir sa femme et les gamins, de s'intéresser à autre chose que son boulot. Le salaire du machiniste est agrémenté de diverses primes dont la prime de transport qui est exorbitante : 700 centimes par mois.



Les punitions

Et puis il y a les amendes, la plus célèbre étant celle communément appelée « bon de tabac ». Par exemple si le machiniste passe à l'arrêt une minute avant l'heure théorique de passage prévue par l'ordinateur on lui retire 3 % sur la prime de complément spécial (prime d'un peu plus de 300 F) et plus le nombre de « fautes » augmente plus la retenue est importante (jusqu'à 40 %) ensuite il y a l'avertissement et le blâme (comme à l'école quoi). C'est tout juste s'il n'y a pas le bonnet d'âne.

En cas d'accident matériel ou corporel le machiniste a toujours tort. La direction de la RATP essaie à chaque fois de retirer sa responsabilité et laisse le « coupable » à la discrétion de la justice et se charge aussi de le réprimander.

Les revendications

LE RECLASSEMENT DES MACHINISTES

Actuellement, entre le machiniste qui conduit des bus et celui qui conduit des rames de métro, il y a 900 F, soit 90 000 centimes de différence au niveau des salaires. Les conducteurs de bus souhaitent une diminution importante de l'écart.

LES CONGES HEBDOMADAIRES

Actuellement, les machinistes des bus ont, à peu près, 95 jours de congés hebdomadaires par an. Ils en veulent 104, c'est-à-dire deux par semaine. Actuellement, les congés sont décalés. Ceci nous donne pratiquement : deux semaines à cinq jours de travail, trois semaines à sept jours (8 h 12 minutes de travail durant les trois semaines) et une semaine à six jours.

LE SERVICE CONTINU

Lié au problème des congés hebdomadaires et à la durée de travail hebdomadaire, les machinistes des bus se battent aussi pour un service continu n'excédant pas 6 h 30. Actuellement, cela peut aller jusqu'à 7 h par jour continu, ce qui représente une fatigue énorme supplémentaire. Ils exigent aussi 6 h 30 par jour pour toute l'année.

LES CONGES ANNUELS

Encore aujourd'hui, dans de nombreux services du secteur dit public, les travailleurs de la RATP ont leurs congés étalés sur cinq mois (de mai à septembre). Les machinistes des bus exigent qu'ils soient étalés sur quatre mois (de juin à septembre).



Manifestation le 11 mai des machinistes en grève.

Le 27 avril 1978, le dépôt de Fontenay-aux-Roses, se mettait en grève, avançait les revendications des machinistes. L'unité des travailleurs était totale, syndiqués et non-syndiqués.

UNE GREVE PRÉPARÉE

Une section CFDT se monte suite aux élections. l'écœurement de nombreux travailleurs n'y est pas étrangère : La nouvelle et jeune section CFDT propose une intersyndicale pour le 17 avril. Il est décidé de faire un vote du personnel à bulletins secrets pour savoir ce que les gars veulent. La majorité se prononce pour la grève reconductible de 24 heures. La grève est décidée pour le 27 avril.

Les militants CFDT de Fontenay ont toujours mis l'unité à la base en avant. Tous les gens pouvaient discuter des formes d'action, des revendications. Les positions étaient communes aux trois syndicats et jamais il n'y a eu de division (jusqu'au 12 mai). Ceci a eu un effet positif sur les gars qui voyaient les syndicats unis ce qui était arrivé il y a bien longtemps.

L'extension de la grève

Trois jours après le déclenchement de la grève à Fontenay, neuf dépôts étaient en grève. Ce week-end du Premier mai ainsi que celui de l'Ascension, ceux qui voulaient travailler n'ont pas été gênés pour ne pas diviser le mouvement. Le 8 mai, la grève a repris avec plus d'ampleur et le 11 mai, vingt et un dépôts sur vingt-trois étaient en grève. Le 12, ils y étaient tous.

Des divergences

Mais le 12 a été un temps fort et dès ce jour-là des divergences sont apparues, tant sur l'opportunité de continuer la grève que sur la façon de la conduire.

La direction FO totalement absente du conflit avait appelé à la manifestation du 11, elle appellera à celle du 18 mais n'a jamais appelé à la grève, les militants sincères se débrouilleront seuls unis avec leurs autres camarades.

A Fontenay, par exemple, le secrétaire CGT appelait à la reprise, suivant en cela les consignes transmises au plus haut niveau.

De gros problèmes réels existent. La CFDT n'est pas représentée sur tous les centres. Les militants dans l'ensemble, ont défendu les travailleurs mais n'ont pas les moyens de coordonner la grève sur tous les centres. La direction CGT, elle, ne fera rien pour mobiliser ses adhérents, bien plus dans un tract daté du 11 mai que les militants et adhérents sont incapables d'expliquer, elle démolit la CFDT, prêche la conciliation et propose une heure de grève à chaque prise de service. De toutes les façons, si la direction RATP veut appliquer la loi Chirac, elle retient toute la journée de salaire aux éventuels grévistes. La loi prévoit en effet que, si on s'absente plus d'un quart d'heure, on n'est pas payé le reste de la journée. Cette forme d'action est dénoncée par les grévistes, pas tous certes, comme inefficace et dangereuse.

Le 18 ils étaient plus de 3 000, très combatifs à nouveau dans la rue, devant le siège de la RATP. La direction repoussait toutes les revendications. « Occupons le siège » : ce mot d'ordre largement repris était alors mis à exécution mais par une trentaine seulement de machinistes. Le service d'ordre de la CGT empêchait une occupation massive.

Yves LEPIC

Crise à la CGT

La défaite des partis dits de gauche n'a pas manqué d'avoir de sérieuses répercussions sur la politique des directions syndicales en particulier à la CGT car Séguy, jusqu'au bout, a soutenu la ligne du PCF, l'a imposée dans la CGT.

Cette crise, nous l'aborderons au travers de trois points : *comment les différentes tendances ou fractions qui existent au sein du PCF cohabitent à la CGT ? L'analyse de l'échec de la campagne des trois millions d'adhérents lancée fin 1975 et l'analyse des résultats des élections professionnelles.*

PCF et CGT

La direction de la CGT, si elle n'est pas toute entière aux mains du PCF, n'en suit pas moins au niveau du syndicat la ligne politique du PCF. Les différentes fractions qui s'opposent au niveau du Comité central du PCF ont leurs représentants à la CGT, des secrétaires de sections en passant par les UD et UL jusqu'à la direction de la CGT. Bien sûr, nous ne possédons pas suffisamment d'informations sur cette réalité, mais nous pouvons vérifier cela au travers de l'attitude qu'adoptent beaucoup de militants CGT à l'égard du courant *révolutionnaire* au sens large du terme et envers les marxistes-léninistes en particulier.

Si au début il a pu apparaître que nous agressions de l'extérieur de la classe ouvrière, la situation a nettement évolué. Dans bien des endroits, à la barre de fer et au coups de poings a succédé une discussion très dure mais moins hostile. Bien des militants CGT ont vu que nous étions présents dans les luttes, dans les sections syndicales avec eux. Bien sûr nous ne faisons pas les mêmes analyses, mais ces discussions ont amené des divergences d'autant plus importantes qu'elles se recoupaient avec des problèmes politiques au sein du PCF, problèmes que nous abordons dans notre propagande (démocratie, formes de lutte, prise du pouvoir, attitude par rapport à l'URSS).

La bataille des trois millions

A l'occasion de l'année 1976, Séguy avait lancé la « *bataille des trois millions.* » Fin 1976, il aurait dû y avoir trois millions d'adhérents à la CGT. Mais cela n'a pas été le cas loin de là.

L'échec de la campagne est due aux propositions de la CGT. Ces propositions n'ont pas permis aux travailleurs de gagner dans les luttes. Elles n'ont fait que vérifier la pratique de la collaboration de classe de la direction de la CGT. Ce qui fait que la CGT n'a pas quitté le seuil des 2,5 millions d'adhérents. Autre aspect significatif c'est la non-diffusion de la V.O sauf celle « *Spécial-impôts* ». C'est un véritable gouffre financier.

La Vie Ouvrière
Un mal inguérissable
L'INDISPENSABLE FIDELITE
LA CGT ET LE PROGRAMME COMMUN

Les élections professionnelles

La crise au sein de la CGT se traduit aussi au niveau des élections professionnelles. Les chiffres qui nous parviennent dans des secteurs importants (Chimie, textile, sidérurgie, métallurgie, automobile), laissent apparaître un recul important de la CGT. Cela va de 3 à 9 pour cent selon les cas, avec des pointes de 14 pour cent à Renault-Douai, par exemple. Comment expliquer un tel recul ?

La politique suivie par la direction confédérale de la CGT est là aussi la principale raison de ce recul. Le fait que jusqu'au bout elle a défendu le Programme commun, qu'elle ait appelé à voter pour les partis de gauche, et très explicitement par la bouche de Séguy, pour le PCF, tout cela a eu des répercussions et elle a payé, car sur le terrain elle n'a rien proposé aux travailleurs, hormis le vote.

Le mal qui ronge la CGT n'est pas guérissable. Séguy aura beau employer tous les remèdes connus de la négociation au discours ultra-gauchiste, ça ne changera rien. Sa ligne est combattue par la négative (voter FO) mais elle est combattue et nombreux sont ceux qui à la CGT, militants du PCF y compris, désavouent la ligne actuelle et appellent à de profondes réformes de structures, à plus de démocratie, à la lutte résolue contre le capitalisme et d'une manière ou d'une autre, Séguy devra en tenir compte.

Yves LEPIC

Boussac

Quand les capitalistes rivalisent, les travailleurs trinquent

La concurrence internationale est très vive dans le secteur du textile. Les monopoles américains ont redéployé leurs activités dans les pays du tiers monde bénéficiant de conditions favorables (main d'œuvre quasi gratuite, avantages fiscaux). Montedison et sa filiale textile Montefibre a choisi les pays de l'Est et en particulier l'URSS en raison de la « docilité » de la classe ouvrière. Pour les monopoles français, la restructuration s'impose. La compétitivité passe par l'élimination des « canards boiteux ».

Ces divers groupes monopolistes textiles sont touchés à des degrés divers en France. Rhône-Poulenc-textile supprime 6 000 emplois, Prouvost-Mazurel licencie dans le Nord, Agache-Willot de même, les frères Schlumpf se sont fait la malle en Suisse. Mais aujourd'hui, c'est Boussac qui tient, si l'on peut dire, le haut du pavé.



Manifestation à Sénoires (Vosges), le 9 mai.

La situation chez Boussac

Au temps de sa « *splendeur* », l'empire Boussac a employé jusqu'à 50 000 personnes. Les différentes restructurations ont laminé le groupe. De 1970 à 1975, il y a 10 000 emplois supprimés, de 1976 à 1978, 4 000 autres. Une nouvelle équipe de direction avait été nommée début 1976, elle semblait « *solide* », mais la crise l'a réduite à néant. Ne pouvant faire face aux échéances financières et en particulier rembourser les dettes qui s'accumulent (un milliard de centimes chaque mois) le PDG Jean-Claude Boussac neveu de Marcel Boussac qui détient toujours la majorité du groupe a embauché Jacques Petit, ex-PDG intérimaire de Manufrance, docteur en liquidation d'usines à budget déséquilibré.

Petit a fait un plan qui prévoyait notamment le licenciement de 1 365 personnes soit la fermeture de cinq usines dans les Vosges en particulier dans la vallée de la Moselle et du Rabeaudeau. Ce plan ratifié par les actionnaires a été refusé par le gouvernement.

Pourquoi le refus du gouvernement ?

Le plan Barre 3 prévoit entre autres choses la liquidation de tous les « canards boiteux ». Or, le groupe Boussac comme les autres groupes textiles n'est pas considéré comme rentable. La fraction de la bourgeoisie au pouvoir s'oriente vers une concentration des unités de production, un repartage de la production plus spécialisé, l'abandon de certaines productions (rayonnes, etc). Pour le gouvernement « *Il ressort de ce plan de service que le groupe est incapable de tenir une comptabilité analytique digne de ce nom. Il est impossible d'engager l'argent des contribuables dans de semblables conditions* ».

Dès lors, on s'oriente vers le dépôt de bilan, c'est-à-dire la cessation des activités du groupe Boussac et la mise au chômage de 11 000 personnes plus les sous-traitances et activités parallèles du groupe.

Les contradictions au sein de la bourgeoisie

Pour Barre et Giscard, le feu vert est donné à la liquidation de secteurs entiers (sidérurgie, métallurgie, textile, réparation navale, secteur de distribution). D'autres comme Chirac, s'opposent à cette libéralisation qui entraîne la destruction d'activités traditionnelles et des petites et moyennes entreprises, c'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le Seguin, député RPR des Vosges aux travailleurs de Boussac.

Les travailleurs trinquent

Quoi qu'il en soit, des milliers d'ouvriers sont menacés de chômage à plus ou moins long terme, des régions entières vont se transformer en désert économique, mais sur le terrain, dans les Vosges, la lutte est déjà commencée.

Yves LEPIC

Kodak (Vincennes)

La lutte des 4/8

Les 250 postés 4 X 8 de l'usine Kodak de Vincennes viennent d'obtenir satisfaction sur une partie importante de leurs revendications, après six mois de lutte : réduction du temps de travail de 38 heures dans le courant de l'année, paiement de la prime de fin d'année, mise en place d'une « commission 4 X 8 » travailleurs-syndicats-direction pour régler les problèmes d'horaires, de condition de travail, de catégories.

Manifestation devant l'usine

Le travail en poste 4 X 8 est particulièrement pénible. Si sur une année la moyenne hebdomadaire de travail est de 40 heures, un cycle dure sept jours (ou nuits) d'affilée soit 56 heures pour deux jours de repos (rarement un week-end) et deux autres jours de repos supplémentaires (dits de grand week-end) environ tous les deux mois.

Les horaires de travail changent au début de chaque cycle (6 h 30, 14 h 30, 22 h 30).

Le travail s'effectue suivant les cas, dans le noir (couchage de l'émulsion photographique sur le film), dans la chaleur et les vapeurs de solvants (fabrication du support film), dans le froid (glacière de conservation).

La lutte

Certains ne voyaient que la prime, d'autres, les jeunes souvent, mettaient en avant la réduction de travail. Certains considéraient que deux heures de débrayage par semaine suffisaient, d'autres réclamaient la grève totale, avec entre les deux extrêmes, toute une série de positions intermédiaires.

Après une longue période de politique paternaliste faite de « concertation », la direction s'était mise à pratiquer depuis trois ans un blocage systématique de tout « dialogue », de toutes revendications. Cela avait contribué à créer sur l'usine un climat de résignation dans le personnel.

Unir sur les revendications

Cela a pu se faire perce qu'un débat permanent a été systématiquement pratiqué entre les travailleurs et les syndicats, notamment par le moyen de fréquentes assemblées générales.

La quasi-totalité des 4 X 8 étaient prêts à mener des actions, mais pas à se lancer dans une grève totale.

La décision fut donc prise à assemblée générale de mener à la fois des débrayages réguliers tous les samedis à la relève des équipes, et de recourir ponctuellement à des actions plus fortes, à caractère « spéctaculaire ».

Le débat permanent, les assemblées générales, l'analyse syndicale et particulièrement celle de la CFDT, ont permis aux travailleurs d'être conscients qu'ils menaient une lutte de longue durée, de harcèlement, d'usure contre la direction et dont la cible était l'image sociale sur laquelle Kodak est tout particulièrement sensible.

Les moments forts de l'action

Les débrayages de huit heures la nuit de Noël et du jour de l'an : La direction a été contrainte de réquisitionner la maitrise ces nuits-là pour venir assurer la production. Du coup, la petite maitrise s'est rangée tacitement, voire dans certains cas activement, du côté des ouvriers : la haute maitrise et les cadres se sont retrouvés isolés avec la direction.

La manifestation dans l'usine le 16 février.

L'occupation du siège social à Paris le 23 février pendant 24 heures. Cette action a été déterminante pour la suite de la lutte, notamment par le fait qu'elle a véritablement soudé les travailleurs entre eux.

La campagne de presse. L'écho qu'a rencontré dans la presse la campagne d'information lancée par la CFDT sur le travail à Kodak et la volonté des 4 X 8 d'obtenir « du temps pour vivre » ont contribué à améliorer le rapport de force des grévistes à la direction.

Le gala de soutien le 31 mars qui a rassemblé plus de 600 personnes.

Le rôle des organisations syndicales

La section CGT a toujours véritable moteur de toute l'action à chaque moment difficile. Elle a su faire des propositions capables de porter la lutte plus loin.

La section CGT a toujour été au côté de la CFDT et a pris sa part active à la lutte, mais s'est souvent montrée hésitante.

Par exemple, lors de la manifestation au siège, alors que les travailleurs insistaient pour pénétrer avec le soutien de la CFDT, la CGT tenta d'argumenter contre, plus par peur d'aller de l'avant, que par volonté délibérée de saboter. Même chose à propos du gala : « risque financier, gros travail de préparation », dans certaines assemblées générales, etc).

Cette situation est dûe pour une bonne part, au rôle de frein qu'a joué l'approche des législatives et la perspective de la gauche au pouvoir, considérée par la section CGT, où le poids du PCF est important, comme la solution de tous les problèmes.

Pour FO, deux attitudes. Celle des syndiqués et délégués de base qui sont en 4 X 8 et qui participent activement à l'action : et celle des responsables FO, et notamment certains d'entre eux, qui sabotent la lutte (prises de positions en assemblées générales allant dans le sens du patron, retrait au dernier moment de certaines actions, informations données aux patrons, etc.).

Dans les conditions difficiles de la période électorale et d'un bloquage de plusieurs années de la direction, les 4 X 8 de chez Kodak ont prouvé par la voie de la lutte classe contre classe qu'il était possible d'avancer, de faire reculer les patrons, et d'obtenir des succès réels.

Le problème des 4 X 8 est important ; il concerne des dizaines de milliers de travailleurs. L'extension actuelle du travail posté est justifiée uniquement par la recherche du profit maximum.

Les travailleurs en 4 X 8 de Kodak ont « suspendu » leur lutte mais ils savent qu'ils doivent rester mobilisés afin de maintenir l'indispensable rapport de force dans le cadre des négociations de la « commission 4 X 8 ».

Jacques Duroc.

Radios libres:

Une brèche dans le monopole

Cela fait un an à peu près que les premières radios libres faisaient leur apparition en France. Depuis leur nombre n'a cessé de croître. Ces radios malgré la faiblesse de leur écoute, sont la cible du pouvoir qui veut arrêter leur développement. Ces radios libres luttent pour la liberté d'expression et d'information. Si au début du siècle la liberté de presse existait et si elle existe formellement encore, la concentration de la presse entre quelques grands groupes financiers remet de fait en cause cette liberté de la presse. Les nouveaux moyens d'information tels que la radio et la télévision ont eux, dès le début, été mis sous le contrôle de l'État et à son service. Aussi la lutte pour le droit à l'existence de radios libres entre-t-il dans le cadre de la lutte pour la liberté de l'information.

Aujourd'hui, ces radios se sont multipliées comme des champignons après la pluie. Citons pour la province : « Radio libre 59 », « Radio Calamine », « Radio Détraquée » (Nord), « Radio sans nom » (Grenoble), « Sortie de secours », « Radio Verte » (Fessenheim) « Campus », etc... Pour Paris, « Radio 93 », « Onz' débrouille », « Radio Roquette », « Les Radiotteuses », « Radio Bastille », « Radio 100 », « Noctiluque », « Radio fil rose », « Radio Verte », « Radio Dedalus », « Abbesses Échos », etc. D'autres sont sur le point de naître d'ici quelques semaines. Ces radios, pour un certain nombre d'entre elles, ont un fonctionnement régulier avec un programme hebdomadaire annoncé à l'avance. Certaines émettent en public et en direct. En se multipliant et en sortant d'une certaine clandestinité qui les protégeaient de la police, les radios libres ont entrepris la lutte pour leur droit à l'existence. Certes, peu, très peu de monde les écoute, quelques dizaines de personnes pour chacune, mais cela est le lot de tout phénomène nouveau.



Émission en direct d'une radio libre dans la région parisienne.

La répression ne se fait pas attendre

Malgré le caractère encore marginal de ces tentatives, le pouvoir n'a pas tardé à réagir et la répression s'est abattue sur les animateurs de certaines radios qui dérangent particulièrement. Le 28 avril, la police des Communications radio-électriques intervenait à la libraire « Les Dégling's » à Saint-Denis où « Radio 93 » émettait en public et en direct. Elle confisquait le matériel et interpellait neuf personnes.

Radio 93 se distingue par le fait qu'elle se met au service des luttes des travailleurs et ceci explique cela.

Le 3 mai, « Radio Roquette », à Paris, était à son tour victime d'une intervention de la police qui confisquait le matériel. Les participants à ces deux émissions sont sous le coup d'un flagrant délit. Le 11 mai, la police intervenait au local des « Radiotteuses » mais manqua son coup, l'émission n'ayant pas commencé. Enfin, jeudi, la police intervenait à Montpellier, contre « Radio Soleil ». C'est donc une chasse en règle aux radios libres à laquelle le pouvoir se livre. Cette répression se double du brouillage qui se renforce de plus en plus contre les plus contestatrices.

Deux poids, deux mesures

Le gouvernement justifie la répression des radios libres en invoquant le monopole de la radio-diffusion, issu de la Libération. Ce monopole de l'État sur la radio semble exclure des ondes françaises toute radio qui échappe au contrôle de l'État. Or, cela n'est pas aussi simple. Le monopole est quotidiennement violé par les radios-périphériques qui font leurs émissions sur le territoire français. « Radio Monte-Carlo » bénéficie d'une dérogation pour émettre du territoire français. « Sud Radio » et « Europe No 1 » se préparent à faire de même. Alors que la répression s'abattait sur certaines radios-libres, « Radio fil bleu », d'inspiration giscardienne, attaquée en justice par la société « Télé-diffusion de France » bénéficiait d'un non-lieu. « Radio Génération 2 000 », à vocation commerciale, émet sans difficulté et sans brouillage.

Ainsi donc ce que le pouvoir veut protéger, ce n'est pas le monopole juridique, mais une certaine information, la sienne, une certaine radio, la sienne.

Bien sûr, ces radios libres n'ont pas les mêmes buts. Peu, pour l'instant, se sont mises au service des travailleurs, de leurs luttes. Cependant le combat pour la liberté d'expression les unit en ce moment et nous le soutenons.

Henri MAZEREAU

Marée noire

Le ramassage à la petite cuiller

Des soldats témoignent

HR : La marée noire a-t-elle disparu ? Les plages sont-elles propres, comme voudrait le faire croire la presse officielle ?

Les appelés : Sûrement pas ! Actuellement, la plage sur laquelle nous travaillons est encore couverte de goémons mazoutés, de traînées de pétrole ; dans les rochers, le pétrole reste incrusté et des nappes continuent à flotter sur la mer qui le ramène à chaque marée. En plus, jusqu'ici, l'essentiel du travail a consisté à faire disparaître les apparences de la pollution sur la plage.

En gros, on a transporté la marée noire loin des yeux des touristes et des journalistes.

HR : Et pour vous, comment cela se passe-t-il ? Expliquez-nous un peu vos conditions de vie et de travail ici.

Les appelés : Eh bien, on est logé dans un grand gymnase et on n'a pas toujours très chaud... On a quatre lavabos pour cent appelés. Alors le matin, c'est la ruée. Le soir, au retour des plages, c'est encore pire : il n'y a qu'une seule pompe à décontamination pour soixante appelés, si bien que, quand on remonte de la plage vers 17 h, à 19 h, on n'est pas encore tous passés à la décontamination.

Pour la nourriture, on est vraiment rationné : sur le terrain, on se nourrit de sandwiches : le premier jour, c'est la municipalité qui les a fournis gratuitement, le deuxième jour, quand les camions sont arrivés, un sergent nous a annoncé qu'il faudrait payer deux francs pour avoir droit à un sandwich plus une boisson.

Ce jour-là, il y avait une sacrée colère chez les appelés.

De la même manière, pour la sécurité dans le travail et l'information sur les mesures à prendre pour se protéger du pétrole, il n'y a pratiquement rien eu de fait. Aussitôt après, on nous donnait notre matériel, bottes, gants, cirés, rateaux, pelles, poubelles et depuis, on patauge dans le pétrole.

HR : En quoi consiste votre travail ? Comment tout cela est-il organisé ?

Les premiers jours, on passait notre temps à creuser des tranchées avec des pelles, pour y retenir le pétrole quand la marée descend : un travail de fourmis, qui aurait été très facilement remplacé par un bulldozer . En plus, il y a un tel manque d'organisation, qu'on nous fait perdre un temps fou : pendant trois jours de suite, on a creusé de telles tranchées et rien n'a jamais pu être pompé parce que les paysans qui devaient le faire avait refusé de continuer à travailler parce qu'ils n'avaient pas été payés depuis plusieurs jours et qu'ils refusaient de continuer le boulot. Ils avaient bien raison ! Seulement les gradés en ont profité pour essayer de nous monter contre les paysans, comme ils essaient aussi de nous dresser contre les volontaires en les traitant de fainéants. Seulement, ça ne marche pas parce que c'est avec ces gens-là qu'on est sur le terrain.

Il y a un tel désordre, que les appelés ne veulent plus travailler : il faut que les gradés fassent quatre ou cinq appels avant qu'on ne bouge. Dans une autre compagnie, les appelés ont même failli jeter un lieutenant dans une fosse et ils ont ensuite refusé de travailler une journée entière : ils exigeaient une meilleure organisation du travail. Il faut dire que, vu d'ici, le plan Polmar, c'est un vrai scandale. C'est clair pour nous tous : le gouvernement n'a aucun plan de lutte contre la marée noire.



Ce que nous faisons ? Un travail de fourmi inefficace.

Les derniers jours, le génie est arrivé avec des bateaux-pompes et des boudins flottants : on délimite une zone avec ces boudins qui retiennent le pétrole quand la mer se retire. Les bateaux pompent alors et nous, les appelés, devons aller dans l'eau pour pousser le pétrole vers la pompe : tout le monde pousse un peu dans tous les sens, et puis il arrive souvent qu'avant que tout le pétrole soit pompé, le bateau, plein s'en aille. Alors on laisse le pétrole repartir à la mer et il faudra attendre la marée suivante et recommencer. Aujourd'hui, on a installé des pompes à incendie pour décoller le pétrole des rochers : seulement c'est de l'eau froide qu'on projette et c'est peu efficace alors qu'avec de l'eau chaude, le pétrole se décollerait mieux.

HR : Quelles ont été vos relations avec la population locale et les autres volontaires ?

Au début, on a eu des problèmes dans nos contacts avec les paysans. En réalité, c'est l'armée qui a réussi à nous diviser : les paysans étaient en colère parce que notre manque d'organisation leur faisait perdre beaucoup de temps. Alors on entendait dire : ils gagnent 350 F par jour et ils ne sont pas contents ces pecnauds ! A quelques uns, on a alors expliqué que 350 F c'était bien peu pour payer l'usure des tracteurs et des pompes, et les dégâts causés au matériel par l'eau de mer et le pétrole, sans compter les journées de travail consacrées au pétrole au lieu de les consacrer à la ferme.

Pour renforcer l'unité appelés-petits paysans, on a été beaucoup aidés par des jeunes paysans du village : certains d'entre eux ont très vite sympathisé avec nous. L'un d'entre eux nous a raconté qu'il avait failli perdre son tracteur et sa tonne : il était resté embourbé dans le sable alors que les eaux montaient très vite. C'est

seulement grâce à la solidarité des autres petits paysans qu'il s'en était sorti. Un jeune paysan estimait à près de 6 000 F les dégâts causés à son matériel par le travail de pompage.

Pour eux, comme pour beaucoup de gens ici, c'est clair, c'est bien la loi du capital qui est responsable de la catastrophe. Les goémoniers, eux aussi sont écœurés :

Il s'avère que la quasi totalité de leur récolte est impropre à la consommation. Ils sont donc condamnés à la faillite. L'un d'eux qui venait d'acheter à crédit un bateau de 500 millions pour collecter le goémon, s'est suicidé. Actuellement, ils s'organisent pour imposer des indemnisations correctes. Seulement, maintenant, la radio et la télé ont réussi à faire croire que l'essentiel de la catastrophe est réparé et le soutien à leur lutte a un peu diminué d'ampleur.

Il faut dire aussi que sur place la population est divisée, certaines catégories ont tiré profit de la marée noire : les gros ostréiculteurs qui ont réussi à transférer à temps leurs parcs à huitres sur la côte sud et qui vendent maintenant leur récolte à prix d'or, les hôteliers qui ont reçu des subventions importantes pour améliorer les possibilités d'accueil de volontaires, etc. Tout cela divise et ce ne sont pas non plus les partis de gauche ni les syndicats qui ont organisé la riposte et l'unité de tous ceux qui ont intérêt à se battre pour faire respecter leurs droits à des indemnisations et la garantie de l'emploi.

La lutte va donc encore être longue et nous espérons que ce témoignage pourra contribuer à faire connaître la vérité et à dénoncer ce capitalisme pourri qui profite de tout, même des catastrophes pour renforcer ses profits et son exploitation sur le peuple.



Sous prétexte d'humour, « L'Humanité » publie un dessin qui confond volontairement la lutte des pays producteurs pour obtenir un juste prix de leur pétrole et les mesures anti-populaires de Giscard-Barre, destinées à nous faire payer la crise.

Ce dessin part du point de vue que les pays arabes, producteurs de pétrole sont à l'origine de la hausse du prix de l'essence. Une idée que les impérialistes sont les premiers à défendre.

Flamanville: L'EDF reprend les travaux

Le 28 avril dernier, le tribunal administratif de Caen, saisi à propos de la construction de la centrale nucléaire de Flamanville, avait ordonné l'arrêt des travaux de construction, avant de juger sur le fond de la validité du permis de construire contesté par les agriculteurs et les mouvements écologistes locaux. Cette décision était, en France, la première en la matière.

Après ce jugement, EDF avait momentanément cessé les travaux sur le site de la future centrale. Cependant, en même temps qu'elle faisait appel, la direction d'EDF reprenait, sur le site initialement prévu des travaux d'abattement de la falaise, prétendant que ces travaux ne relèvent pas du permis de construire. Or, ceci va à l'encontre du jugement du tribunal. Dès l'annonce, le 16 mai, de la reprise des travaux, les militants antinucléaires se sont rendus sur le chantier où arrivait un convoi de matériel, escorté de nombreux gendarmes mobiles.

Le culot de la Shell

Non contente d'avoir obtenu, par voie judiciaire, 10 000 F de dommages de l'Union fédérale des consommateurs, pour le « préjudice » que lui avait causé la campagne de boycott de la Shell, la compagnie pétrolière réclame maintenant à l'UFC un million, toujours pour la même raison.

C'est au cours du procès en appel de l'UFC contre la décision la condamnant à verser à la Shell 10 000 F de dommages et intérêts que la compagnie pétrolière a émis cette exigence qui pour le moins ne manque pas d'air. La première chambre de la Cour de Paris statuera définitivement le 13 juin.

Le maire adjoint de Portsall accuse

Dans une lettre ouverte au responsable du plan Polmar à Ploudalmézeau, le maire adjoint de Portsall accuse les autorités de détruire la flore et la faune côtières : « *Malgré toutes les promesses que vous nous avez faites durant cinq jours, de ne jamais employer de détergents ni de dispersants en deçà des fonds de 50 m, j'assiste avec étonnement aux essais que vous faites dans notre port de Portsall. Vous vous apprêtez à employer des produits dont on a refusé de me livrer le nom et la composition. Vous allez exterminer le peu de faune et de flore qui existent encore sur nos côtes de Portsall* ».

Célestin Freinet

Un éducateur au service du peuple

Récemment s'est tenu à Nantes le 34e congrès international de l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM – Mouvement Freinet). Ce congrès fut marqué par un souci d'ouverture, notamment en direction des syndicats enseignants et non-enseignants et cela, malgré l'opposition des « pédagogues » qui ne veulent pas entendre parler de politique. A cette occasion, il nous a semblé utile de rappeler qui était Célestin Freinet.



Freinet avec ses élèves, il attachera une grande importance aux enquêtes.

Grand invalide de guerre, Freinet se refuse à l'immobilité que lui conseillent les médecins, et en janvier 1920, il obtient son premier poste. Très vite, il découvre que ces enfants ne sont pas seulement des élèves à qui il doit apprendre à lire et à écrire, mais *« le fils du paysan ou de la blanchisseuse »*. Il lit Marx et Lénine qui l'enthousiasment. Il introduit l'enquête dans sa pratique pédagogique, et mis au contact de la pauvreté prolétarienne, il prend conscience de ses responsabilités d'éducateur du peuple.

A la recherche d'une éducation de classe

Mettant en cause les techniques d'autorité, il adopte une attitude systématique de doute constructif à l'égard des méthodes traditionnelles.

Partant des intérêts réels des enfants, il ouvre sa classe sur le village : il emmène ses gamins visiter les artisans, renforce les liens avec la population et la vie économique et sociale. Il veut rendre l'enfant conscient de sa propre force et faire de lui l'artisan de son propre avenir dans la grande action collective.

En 1924, il se rend en Suisse à un congrès de la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle. Malgré l'intérêt qu'il trouve à ces échanges, il reste très critique. D'abord, à cause de l'importance, à son sens excessive, accordée au matériel pédagogique ou aux installations, mais surtout parce que tout semble aller dans le sens de l'individualisation de l'enfant. Or, ce qui le préoccupe, c'est de mettre en œuvre une éducation de classe. En 1925, il participera au premier voyage d'études pédagogiques en URSS et en reviendra enthousiaste. Dans une brochure *« Un mois avec les enfants russes »*, il relatera ses impressions sur les écoles soviétiques ainsi que ses contacts avec les pédagogues socialistes.

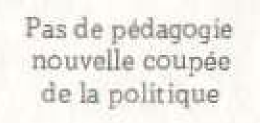
Former des hommes conscients et capables d'agir

Freinet fut l'initiateur du texte libre permettant à l'enfant de faire l'apprentissage du langage écrit en exprimant sa propre pensée et non plus un discours abstrait qui lui est étranger. Afin de favoriser l'enracinement de cette pensée enfantine dans la vie concrète, il attacha une grande importance aux enquêtes réalisées par les enfants eux-mêmes. Mais l'apport le plus original de Freinet, c'est l'introduction de l'imprimerie à l'école. L'utilisation de cette technique par les enfants permet d'allier travail manuel et travail intellectuel d'une manière qui n'a rien d'artificiel, car les textes imprimés sont ceux qu'ils ont produits eux-mêmes. En outre, et c'était là l'aspect essentiel pour Freinet, le texte imprimé fait prendre conscience à l'enfant que sa propre création intellectuelle est d'une certaine *« valeur »* puisqu'on l'imprime comme celle des grands auteurs et cela développe sa confiance en soi.

Éducateur au sens le plus complet du terme, Freinet ne limitait pas ses tâches d'instituteur à la formation intellectuelle de ses élèves, ce qu'il voulait, c'était former des hommes conscients et capables d'agir sur la société pour la transformer. Il a toujours œuvré, par exemple, pour aider les enfants à résoudre les contradictions qui les traversaient : des heurts parfois violents opposaient, en effet, les fils de citadins avec ceux des paysans, ainsi que les enfants de travailleurs français avec ceux des immigrés, et chaque fois Freinet intervenait pour expliquer, favoriser les dialogues, faire prendre conscience des solidarités fondamentales, afin de résoudre les conflits et transformer les rapports entre eux.

Pas de pédagogie nouvelle coupée de la politique

Rapidement Freinet comprit que l'action d'un instituteur isolé n'avait aucun sens et, très vite, naquit ce qui devait devenir, plus tard, le mouvement Freinet. Mais il craignait l'isolement de ce mouvement et fit tout son possible pour l'intégrer au syndicalisme. Il insista toujours auprès de ses camarades



pour qu'ils mènent de front la lutte revendicative et la recherche pédagogique. Dans le numéro du 1er octobre 1936 de « *L'Educateur prolétarien* », il écrivait : « *Dans les conjonctures présentes, s'obstiner à faire de la pédagogie pure serait une erreur et un crime... Nous ne comprendrions pas que des camarades fassent de la pédagogie nouvelle sans se soucier des parties décisives qui se jouent à la porte de l'école* ».

La mise en œuvre d'une telle pédagogie ne pouvait que déplaire à la bourgeoisie et très tôt Freinet fut l'objet de vives critiques. Dès 1926, la presse réactionnaire l'accusa de « *cultiver la petite plante de vanité* » des enfants par la pratique du texte libre imprimé. En réponse à ses détracteurs, il écrivait : « *J'espère que, devenus grands, mes élèves se rappelleront ce que sont les feuilles imprimées ; de vulgaires pensées humaines, hélas bien sujettes à l'erreur. Et de même qu'ils critiquent aujourd'hui leurs modestes imprimés, je souhaite qu'ils sachent lire et critiquer, plus tard, les journaux qu'on leur offrira* ».

Au cœur de la lutte de classe

Mais c'est quelques années plus tard que la haine de la bourgeoisie réactionnaire devait se déchainer. Déjà, en 1928, lors de son arrivée à St-Paul, (Alpes maritimes), suite à une demande d'un minimum de travaux d'aménagement pour l'école, il s'était vu répondre par le maire : « *Ici, vous n'aurez guère que des fils de pauvres bougres, fils de métayers pour la plupart, et qui n'ont pas besoin d'avoir des lettres et d'en imprimer* ». Et voilà qu'en quelques années, ces enfants du peuple s'éveillent, multiplient les enquêtes, se permettent de critiquer les autorités qui n'entretiennent pas leur école et de faire des



« RENDRE L'ENFANT CONSCIENT DE SA PROPRE FORCE FAIRE DE LUI L'ACTEUR DE SON AVENIR»

suggestions pour améliorer la situation. Alors, c'en est trop, et en 1932, une campagne de calomnies cherche à discréditer Freinet.

Mais parents et enfants ne sont nullement impressionnés, les propriétaires font alors pression sur leurs métayers pour organiser une soi-disant grève scolaire à l'initiative des parents exigeant le départ de l'instituteur.

Comme cela ne suffit pas les calomnies sont reprises par « *l'Action française* » qui sous la signature de Maurras, présente Freinet comme « *un maniaque irresponsable, brandissant le drapeau rouge, mettant en péril la santé morale de nos enfants* ». Tous les jours, Maurras y va de son couplet repris par toute la presse réactionnaire : « *Il faut prendre la bête puante à la gorge et la sortir de sa tanière* », ira jusqu'à écrire le journal de l'évêché. Tous les journaux de gauche se mobilisent et mènent campagne en faveur de Freinet.

Au printemps de 1933, la lutte s'aiguise encore, les bourgeois de St-Paul en viennent à organiser une véritable émeute autour de l'école, les parents résistent à ces provocations et des heurts violents s'ensuivent. La police laisse faire et refuse d'intervenir. Espérant un apaisement, Freinet finit par accepter de demander son changement. Mais cela ne suffit pas aux bourgeois, ils exigent sa révocation, et malgré les actions entreprises pour le soutenir, dont une délégation conduite par Gabriel Péri reçue par le ministre, celui-ci finira par céder. Par la suite, la répression s'abattit également sur tous ceux qui appartenaient au mouvement Freinet.

Ce Freinet-là nous intéresse

Chassé de l'Éducation nationale, Freinet ouvrit une école privée et continua à s'occuper activement du mouvement dont il était l'initiateur. Il participa à toutes les luttes antifascistes, fut interné comme suspect en 1939, et dès le début de l'occupation nazie s'engagea à fond dans la Résistance, lui l'invalide que les médecins, 20 ans plus tôt, voulaient mettre à la retraite.

Malgré tous les efforts et les mises en garde de Freinet, son mouvement finit par se couper du mouvement syndical. Au cours des trente dernières années, ceux qui se réclament de lui ont pris une orientation marquée par un « *pédagogisme* » plus ou moins apolitique. Cela justifie certes les réserves, voire la méfiance, de beaucoup à l'égard de l'actuel mouvement Freinet, mais nous ne devons pas en oublier pour autant le Freinet pionnier d'une éducation de classe au service du peuple. Ce Freinet-là nous intéresse et nous pouvons nous en inspirer.

Henri BERTHAULT

Cinéma :

«La raison d'Etat»

Quand un gouvernement viole sa propre légalité, se mettant au-dessus des lois qu'il a charge de faire respecter, il invoque pour se justifier la raison d'État. C'est une sorte de loi suprême, non-écrite et qui pourrait se formuler ainsi : la sauvegarde de l'État est le premier des devoirs du gouvernement qui peut utiliser tous les moyens légaux et illégaux, y compris ceux contraires aux droits de l'homme, s'il estime que les intérêts supérieurs de la nation sont menacés. Cayatte en a fait le thème de son dernier film.

L'histoire qu'il nous raconte nous touche d'abord par son actualité. La France vend des armes, beaucoup d'armes, à un État africain qui doit faire face à la rébellion d'une de ses provinces. Mais, comme il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier et que la guérilla pourrait bien renverser le pouvoir en place, elle l'approvisionne aussi en utilisant des intermédiaires. Tout serait donc pour le mieux des intérêts des marchands de canons si un honnête savant, leader d'un mouvement pacifiste, ne menaçait de tout révéler. Les services secrets organisent alors un accident de voiture dans lequel ce savant trouve la mort et substituent au dossier qu'il portait avec lui un autre qu'ils ont fabriqué. Mais, en homme prévoyant, ce savant a confié les photocopies des documents compromettants à une amie italienne qui va tout tenter pour faire éclater la vérité. Les services secrets français et américains useront des moyens les plus vils pour la faire taire définitivement.

Des trafics ignobles

Cayatte dénonce avec vigueur ces trafics ignobles : la mise en scène, le découpage, le jeu des acteurs, les dialogues, tout concourt à mettre l'accent sur les contradictions inconciliables entre les intérêts de l'impérialisme français et les profondes aspirations à la paix de ceux qui le combattent. Beaucoup de critiques bourgeois lui ont reproché son manque de subtilité, ils auraient préféré que ses personnages soient moins typés. Ils auraient sans doute apprécié un film psychologique tendant à nous faire croire que ces salauds et ces corrompus ont des états d'âme et se désolent de devoir agir contre leur conscience et insinuent que les mobiles des militants pacifistes ne sont pas si purs qu'il y paraît ou que leur naïveté est utilisée à des fins qu'ils ne soupçonnent pas.

La sauvegarde des intérêts impérialistes

Quant à nous, nous pensons que Cayatte a eu raison de nous montrer la réalité telle qu'elle est, en refusant de l'utiliser comme décor pour mettre en valeur de soi-disant problèmes psychologiques. Dans l'État bourgeois dominé par les monopoles, la raison d'État c'est la sauvegarde des intérêts de l'impérialisme et lorsque ceux-ci sont menacés, les détenteurs du pouvoir sont prêts à tout : aucune loi, aucun principe, aucun sentiment ne peuvent les arrêter. L'essentiel, c'est donc bien ce que font ces individus, peu nous importe que certains, parfois, puissent éprouver quelque gêne parce que leurs actes sont en contradiction avec les discours humanistes qu'ils peuvent tenir par ailleurs.

Par contre, ce que l'on peut reprocher à Cayatte, c'est d'avoir privilégié l'action de militants pacifistes qui trouvent leurs raisons de lutter dans ces mêmes discours humanistes tenus par la bourgeoisie alors que les masses sont totalement absentes de son film. Or, entre l'État et cette poignée d'intellectuels non-violents, le combat est inégal, ils sont battus d'avance. Seule la lutte révolutionnaire des masses est en mesure de remporter la victoire dans un affrontement de cette nature.

Cette faiblesse du film en fait un film pessimiste d'où l'on sort avec un sentiment d'impuissance comme si on ne pouvait rien contre l'État aux mains des monopoles.

C'est malgré tout un film intéressant qui démontre de manière percutante comment fonctionne la machine répressive de l'appareil d'État.

Henri BERTHAULT



La France de 68

«Soyons réalistes, demandons l'impossible»

Extraits d' une interview de A Delale et G Ragache

Dans la floraison actuelle des livres, articles de presse, émissions de télévision qui prétendent donner, dix ans après, un éclairage objectif sur mai-juin 68, l'ouvrage d'Alain Delale et Gilles Ragache, « *La France de 68* » est de très loin le plus digne d'intérêt. La première richesse de ce livre est qu'il se place du point de vue du peuple.

Rappelons que les auteurs appartiennent à la rédaction du « Peuple français ». Un deuxième intérêt de l'ouvrage est qu'il bénéficie d'une documentation extrêmement riche qui a exigé un travail long et patient. Des centaines de faits souvent inconnus nous sont ainsi rapportés, qui donnent de mai-juin 68 un éclairage nouveau. D'autre part, un certain nombre de vérités que ne disent pas ceux qui parlent aujourd'hui de Mai 68 sont mises en évidence. Sur la violence populaire par exemple, qui a principalement été le fait de la classe ouvrière, sur l'unité des ouvriers, paysans et étudiants qui s'est réalisée dans bien des cas, sur le rôle des directions syndicales dont l'objectif, après quelques temps, n'était plus de faire aboutir les revendications des travailleurs, mais de faire reprendre le travail. Sur le contenu des accords de Grenelle qui nous ont été présentés comme une victoire et qui, en réalité, constituaient une braderie de la lutte et des revendications.

Ce ne sont là que quelques aspects de ce livre passionnant et d'une actualité brûlante.

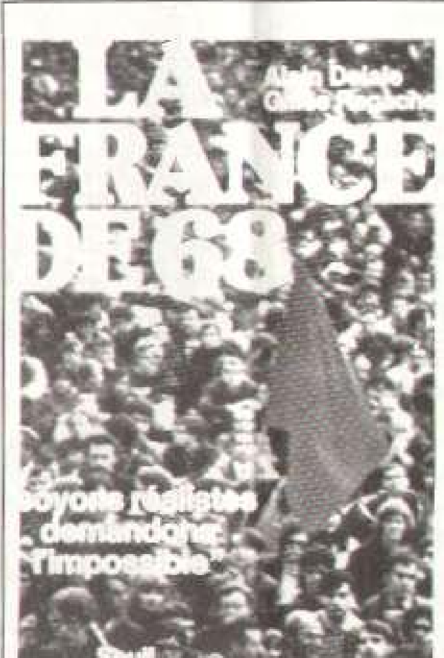
A Delale et G Ragache

« Par rapport au travail que nous accomplissons dans « Le peuple français », il y a non pas une différence de nature puisque notre démarche d'historien a été exactement la même, mais une différence dans l'ampleur du travail et dans la conception.

» Pour la première fois, nous avons voulu étudier un grand mouvement populaire dans son intégralité, ce qui signifie dans l'ensemble du pays, dans tous ses aspects et sans négliger aussi les aspects antipopulaires ; c'est-à-dire que, d'une part nous avons étudié la révolte étudiante et l'aspect « révolution culturelle », mais nous avons aussi d'autre part mis l'accent sur la grève générale et l'action dans les usines, la résistance à la reprise du travail et nous avons aussi étudié les autres catégories qui ont aussi agi en 1968 comme les marins-pêcheurs, les ouvriers agricoles, les paysans, les mariniers qui sont généralement délaissés ou laissés de côté. Pour beaucoup de gens, Mai 1968, c'est uniquement les étudiants dans la rue et qui occupent leurs facultés et les ouvriers qui se croisent les bras. En réalité, ce n'est pas du tout ça.

» Ce livre nous a demandé un travail de dépouillement très important puisque nous avons étudié les archives syndicales disponibles, entre autres celles de la CFDT et de FO. Nous avons dépouillé toute la presse parisienne mais surtout la presse de province qui représente 130 quotidiens ou hebdomadaires dépouillés au jour le jour, systématiquement, pour toutes les régions françaises, ce qui a supposé aussi des recherches de documents.

C'est cet ensemble de documentations qui a servi de base à notre travail. Nous avons aussi recueilli une trentaine de témoignages allant du légionnaire à l'ouvrier agricole en passant par l'ouvrier et le cheminot »





« *La France de 1968* », *un livre à lire, en vente aux « Herbes sauvages », 70, rue de Belleville – 75020 – Paris. Prix 50 F.*

10 ans après les ateliers populaires

Comment faire des affiches pour les luttes

Pour faire des calicots ou des affiches, on s'en remettait auparavant à des professionnels qui, la plupart du temps, se désintéressaient des luttes. Tout un domaine de l'expression artistique des travailleurs – l'un des rares qui puisse leur appartenir aujourd'hui – leur échappait.

Pour la sérigraphie aussi, Mai 1968 fut un véritable bond en avant.

L'Atelier populaire des Beaux arts où l'on vit plus de 1 000 artistes découvrir ce que veut dire concrètement se mettre au service des luttes du peuple reste l'exemple le plus connu. Il est le plus caractéristique de cette liaison nécessaire entre étudiants et artistes avec les ouvriers et petits paysans

Aujourd'hui, on ne compte plus les ateliers de sérigraphie dans les MJC, les associations. Faire soi-même des affiches est devenu un élément important de la mobilisation et de la popularisation.

Comment s'y prendre pour faire un projet

On distinguera trois étapes :

- *1) L'enquête*
- *2) La « mise en scène »*
- *3) Le dessin proprement dit.*

L'enquête

Il faut d'abord bien savoir ce qu'on a à dire. Il faut commencer par enquêter, recueillir toutes sortes de faits ou d'anecdotes, de situations vécues, et bien sûr, les propositions de slogans et d'images.

La « mise en scène »

Pour une affiche d'agitation, on met en avant un aspect particulier saisi dans la réalité de la lutte (exemple : occupation jusqu'à la victoire, tous à l'assemblée générale !. Deux morts dans l'incendie du foyer ! Sonacotra assassin !).

Si elle a un caractère de propagande (à plus long terme), on peut aussi prendre un fait précis mais ayant valeur d'exemple, de symbole (Contre les licenciements, on a raison d'occuper les usines. Accidents du travail : assassinats du capital. Français-immigrés, une seule classe ouvrière, etc.).

L'affiche se construit souvent sur une opposition : ce qu'on dénonce, ce qu'on veut ; ce qui est caché, ce qu'on démasque. L'enquête est souvent utilisée directement : des expressions que l'on a entrenues servent de trame. Exemples : dans la lutte des foyers Sonacotra : *«On les chassera de nos foyers avec leur propre balais»* (la direction CGT avait « gagné » un balai dans ses négociations sur le dos des résidents). *«Notre lutte, on l'a bien en mains»* (les résidents soulèvent un foyer sur lequel sont écrites les revendications). On se servira aussi de jeux de mots, de la publicité par exemple.

D'une façon générale, c'est dans la réalité elle-même qu'on trouvera *«l'image artistique»* sur laquelle s'articule l'affiche.

Il ne faut pas négliger pour autant l'immense richesse de ce qui a été fait avant nous et ailleurs : affiches des pays socialistes, des luttes anti-impérialistes, affiches de Mai 1968 et des luttes populaires.

A ce stade du travail, on a tout intérêt à esquisser de toutes petites maquettes. Dans la rue, une affiche n'est pas vue plus grosse qu'un timbre-poste que l'on a devant soi. Si on n'arrive pas à dessiner la maquette, à écrire les slogans principaux sur un ticket de métro, c'est qu'il y a trop de choses ! (ou alors c'est un journal mural). D'ailleurs, les timbres-poste sont souvent de bons exemples d'affiches. Cependant, si l'essentiel est en gros, on peut mettre en nettement plus petit les informations complémentaires. Les gars qui s'intéressent à l'affiche les liront en s'approchant.

Le dessin

On passe à la maquette proprement dite, cette fois dans le format souhaité. Dans la mise en forme, le choix des lettres, des couleurs, etc., les possibilités sont encore très variées. Là, on dispose d'un éventail d'exemples qui englobe aussi bien les affiches révolutionnaires que les affiches publicitaires ou politiques de la bourgeoisie. La bourgeoisie perfectionne sans cesse ses moyens grâce à ses bureaux de graphistes, ses agences de « marketing politique », etc. Évidemment, son impasse politique la conduit souvent au formalisme, à l'abstraction. Mais il faut savoir repérer ce qui nous est utile.

En sérigraphie, on ne dispose que d'une ou deux couleurs, trois au plus. La lisibilité de l'affiche dépendra de la simplicité du motif, d'un bon contexte (personnages en noir et blanc sur fond rouge, lettres en blanc et noir, etc.) et d'un bon rapport entre dessin et texte.

Si on a du mal à dessiner, on copie des photos, des dessins, des bandes dessinées. On peut prendre en croquis ou bien en photo des attitudes, des éléments de décor significatifs. Ceux qui se spécialisent se constituent des dossiers de dessins, photos, modèles de lettres. En rassemblant les éléments, il faut chercher à simplifier encore.

Il est alors temps de soumettre le projet à ceux que l'on a consultés, à ceux qui ont demandé l'affiche, pour la faire critiquer et modifier avant l'impression.

A chaque étape, il faut avoir en tête les caractéristiques propres et les limites de la sérigraphie et de nos moyens. C'est ce que nous verrons dans un prochain article consacré à *la technique de la sérigraphie.*

Alexis VERT



Dans leur livre : « IMRO, les travailleurs aux pieds nus » (Fédérop), les travailleurs de l'imprimerie rouennaise consacrent une part importante à la culture ouvrière et aux affiches. Pour celle-ci, ils se sont inspirés d'une photo de Mai 1968, en élargissant encore son caractère symbolique.

Grenelle (1968)

Le gôut amer de la trahison

Lundi 27 mai 1968, 8 h du matin, Georges Séguy secrétaire général de la CGT fait le trajet qui sépare la rue de Grenelle des usines Renault à Billancourt.

Après plus de 26 heures d'une négociation réunissant gouvernement, patronat et syndicats, il s'apprête à en faire le *« compte-rendu objectif »* devant les grévistes réunis à l'île Seguin.

Pompidou, Premier ministre, vient d'indiquer sur les ondes les buts de cet accord. Il *« doit permettre la reprise du travail dans des conditions aussi rapides que le permet la technique »*.

En effet, neuf millions de travailleurs occupent les usines. La grève, commencée deux semaines auparavant chez Sud-aviation à Nantes, s'est très vite étendue à tout le pays et en ce dernier week-end de mai, elle continue à s'étendre. Toute l'économie est paralysée.

Les travailleurs sont restés complètement insensibles aux menaces de chaos et aux variations oratoires sur la participation qui constituaient le fond du discours prononcé par De Gaulle. Ce discours dont le gouvernement attendait qu'il lui permit de reprendre en main la situation était de l'aveu même du chef de l'État *« un bide »*.

C'est dire l'importance que revêtait aux yeux de la bourgeoisie la partie qui devait se jouer dans les salons du ministère du Travail. Il s'agissait ni plus ni moins que de venir à bout du plus grand mouvement de grève qu'ait connu notre pays. Et un tel résultat ne pouvait être obtenu qu'avec le concours des directions syndicales. Comme le dit M. Balladur (il était à l'époque chargé de mission au cabinet Pompidou) : *« Il fallait leur donner aux dirigeants syndicaux) des satisfactions dont ils puissent tirer argument pour faire reprendre le travail aux grévistes »*.

Patronat et PCF Pressés d'en finir

Mais ce ne sont pas seulement le gouvernement et le patronat qui sont pressés d'en finir, les dirigeants du PCF, et notamment Séguy, le sont tout autant. Alors que les travailleurs, les étudiants et toutes les couches du peuple qui sont en mouvement luttent contre le régime gaulliste, contre le capitalisme et l'exploitation Séguy, lui, se bat pour empêcher tout essor révolutionnaire dans la classe ouvrière. *« Il est facile d'imaginer ce qui aurait pu se produire si la CGT avait cédé à l'opportunisme vis-à-vis des groupes gauchistes au point de se laisser déposséder de la conduite de la grève. Notre position de principe a fait échec à l'un des plus sombres et des plus dangereux complots qui ait été fomenté contre le mouvement ouvrier »*.

Ainsi parle M. Séguy.

Voilà dans quelles conditions se sont ouvertes, le samedi 25 au matin, les négociations de Grenelle. Des négociations que la direction CGT avait appelé de ses vœux et qui, d'après de nombreux témoignages, auraient été préparées par des rencontres secrètes entre des représentants de la direction confédérale et le secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances : Jacques Chirac. Celui-ci a parlé depuis des contacts officieux qu'il aurait eus Square d'Anvers et une autre fois dans une chambre de bonne d'un quartier périphérique où deux membres du service d'ordre l'auraient conduit à *« un responsable de cette centrale »*.

Un bilan dérisoire

Concernant la négociation elle-même et le contenu des accords, le bilan en est dérisoire, eu égard à l'ampleur du mouvement. *« Au moment où les discussions s'engagent, aucun des travailleurs participant au mouvement ne peut avoir la moindre confiance dans les nouvelles promesses qui pourraient leur être faites »*, déclarait la CGT à l'ouverture de la séance. Mais dans le constat publié à l'issue des négociations qui comprend quatorze articles, *« il est fait dix-huit fois référence à des négociations ultérieures ; dix fois à des déclarations d'intention gouvernementales ou patronales et cinq fois seulement à des mesures sociales accompagnées de chiffres et de dates d'application. »*.

Ce qui n'empêcha pas Séguy de déclarer, sitôt après, devant les caméras de la télévision qu'il espérait que le travail allait pouvoir reprendre ! En fait, à part un substantiel relèvement du SMIG (33 %), dont l'inflation aura tôt fait de manger tout le bénéfice et l'actuelle législation sur le droit syndical dans l'entreprise, les fameux accords ne contenaient que du vide. La direction CGT par contre y gagna *« la fin des discriminations dont elle était l'objet »*. Depuis lors, elle se voit gratifiée de subventions gouvernementales comme les autres syndicats et elle a pu installer quelques permanents dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées.

Des sifflets et des huées

Le 27 au matin, à l'île Seguin, le *« compte-rendu objectif »* est accueilli par des sifflets et des huées et Séguy est contraint de constater : *« Si j'en jugé par ce que j'entends, vous ne vous laisserez pas faire »*.

En effet, ce n'est qu'un mois plus tard que les derniers grévistes reprenaient le travail, chez Usinor ou Citroën. Pour eux, comme pour neuf millions de grévistes, Grenelle avait le goût amer de la trahison.

Rectificatif

Page 21, 1ère colonne, début du dernier paragraphe, lire :
« S'il y a quelque temps des militants nous accusaient d'être extérieurs à la classe ouvrière, la situation a bien évolué. »

Page 21, deuxième colonne, 5e ligne et suivantes, lire :
« Bien sûr, nous ne faisons pas les mêmes analyses, mais ces discussions ont amené des divergences au sein de la CGT, divergences d'autant plus importantes qu'elles recoupaient... »

Page 23, 3e colonne : Le rôle des organisations syndicales, 1ère ligne; lire :
« La section CFDT a toujours été le véritable moteur de toute l'action, à chaque moment difficile. »